



PORTRAIT CROISÉ DE TERRITOIRE

Janvier 2019



**Communauté de
communes
Alpes Provence
Verdon**

THÉMATIQUES

- 01 • Démographie
- 02 • Petite enfance
- 03 • Enfance jeunesse
- 04 • Familles
- 05 • Seniors
- 06 • Logement
- 07 • Emploi
- 08 • Revenus
- 09 • Inégalités Femmes-Hommes
- 10 • Santé Handicap
- 11 • Entreprises
- 12 • Vie locale
- 13 • Finances locales
- 14 • Sécurité
- 15 • Tourisme

AVANT-PROPOS

Aujourd'hui plus que jamais, les données de votre territoire sont multiples, disponibles et actionnables. Afin de les rendre lisibles, Ithéa Conseil a développé le « Portrait Croisé », qui aborde 15 thématiques de votre territoire à travers plus de 160 cartes et représentations graphiques.

Ce rapport vous permettra d'appuyer vos discours et réflexions sur des éléments objectifs, découlant de plusieurs dizaines de sources de données (INSEE, SIRENE, CAF, DGFIP, CPAM...).

Cerner les évolutions, « prendre la température » et, en définitive, comprendre pour agir, tel est donc le but du « Portrait Croisé ». Il s'adresse à tous (élus, agents, citoyens...), et sans limitation d'usage !

Le « Portrait Croisé » est disponible pour chaque commune et EPCI de France métropolitaine et d'outre-mer, en deux versions : synthétique (présent document) et complète (cf. bon de commande).

Nous vous souhaitons une excellente lecture, en espérant que ce document vous permettra de mieux appréhender les dynamiques de votre territoire.

Marion COUSIN & David SIMONDET
Directeurs Associés d'Ithéa Conseil

1

DÉMOGRAPHIE





PRINCIPALES DYNAMIQUES (1/3)

Les données de l'INSEE sont publiées chaque année à la fin du mois de juin. Elles offrent une étonnante quantité d'informations.

Les délais de diffusion des résultats du recensement sont d'environ 3 ans.

Cependant, les données de l'état civil, transmises par les mairies, permettent de dresser une image des dynamiques démographiques les plus récentes.

Données de cadrage

Population légale en 2015 : 11 267

Superficie (en km²) : 1718,1

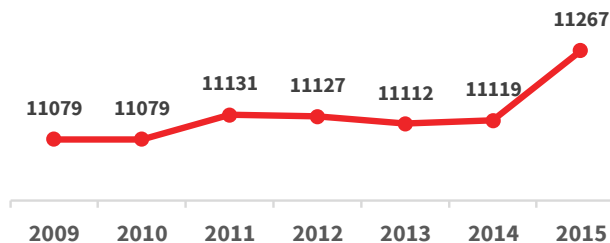
Densité de population au km² : 7

Nombre de communes au sein de l'EPCI : 41

Source : INSEE RGP 2015

La densité de population est de 7 habitants au km².

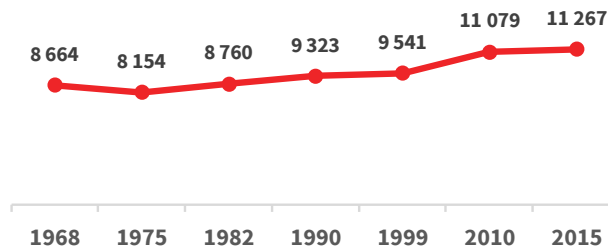
Evolution annuelle de la population depuis 2009



Source : INSEE RGP 2010-2015

Entre 2009 et 2015, la population, la population intercommunale a enregistré une évolution de 1,7 %.

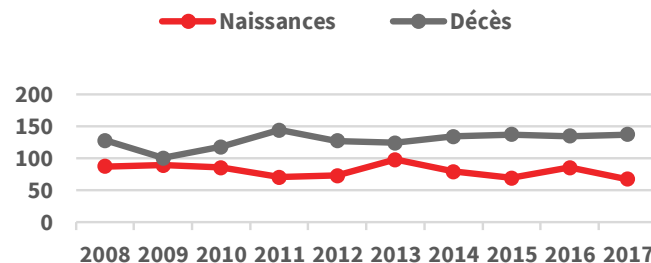
Evolution de la population de 1968 à 2015



Source : INSEE RGP 1968-2015

La population légale du territoire était, selon les derniers chiffres de l'INSEE, de 11 267 .

Les naissances et décès enregistrés de 2008 à 2017



Source : INSEE Etat Civil 2008 à 2017

En 2017, le nombre de naissances enregistrées sur le territoire était de 67 .



PRINCIPALES DYNAMIQUES (2/3)

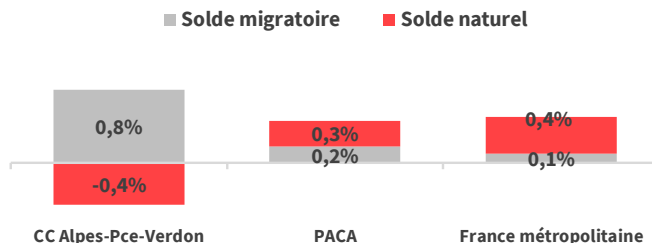
Un solde migratoire positif implique un nombre plus important d'arrivées que de départs, alors que le solde naturel correspond au rapport entre les naissances et les décès.

L'évolution des allocataires CAF est corrélée à l'évolution de la population. Elle permet donc en partie de compléter ces éléments démographiques.

Concernant la pyramide des âges deux clés de lecture peuvent être apportées :

- Plus la base sera faible, plus la population sera âgée
- Les différences entre 2010 et 2015 sont visibles à travers les espaces blancs encadrés et/ou les dépassements

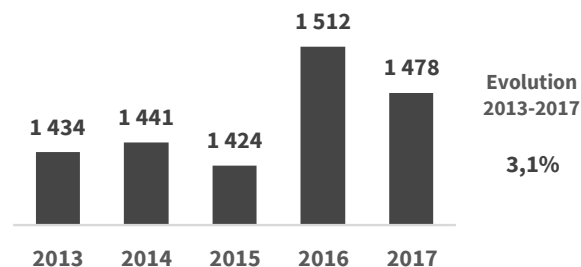
Variation annuelle moyenne de la population entre 2010 et 2015



Source : INSEE RGP 2010-2015

En moyenne, la population a évolué chaque année entre 2010 et 2015 de 0,3%. Cela équivaut à la somme du solde naturel et du solde migratoire.

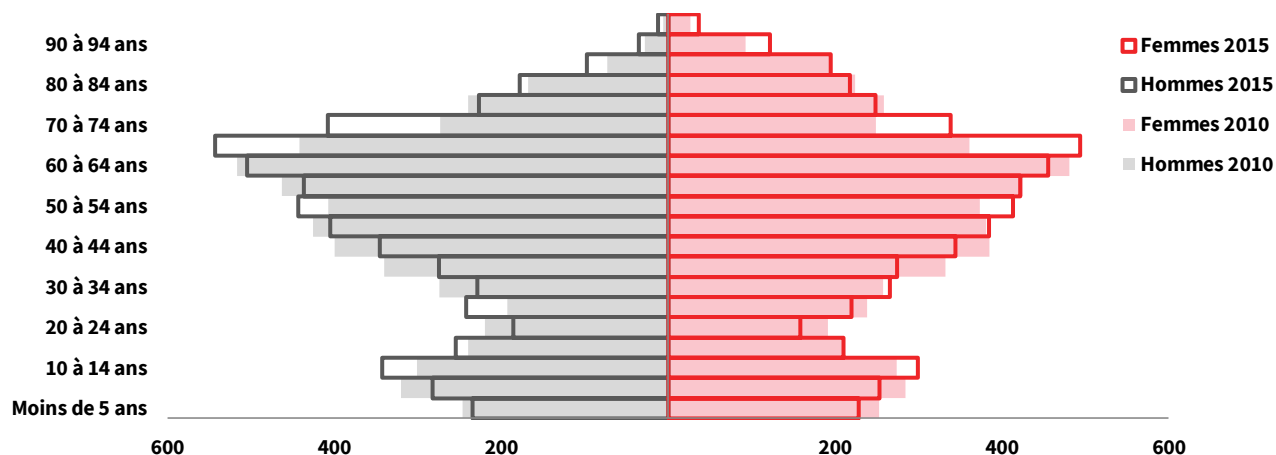
Les allocataires de la CAF entre 2013 et 2017



Source : Caf.data, 2017

Entre 2013 et 2017, le nombre d'allocataires de la CAF a évolué de 3,1%.

Pyramide des âges de la population



Source : INSEE RGP 2010-2015

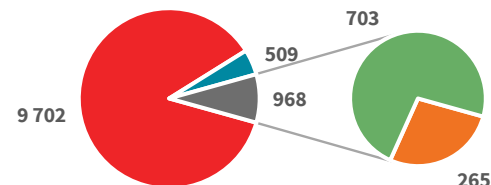


PRINCIPALES DYNAMIQUES (3/3)

Les données de l'INSEE permettent également de dégager des tendances sur le profil des arrivants, que ce soit en termes d'âge ou de catégorie socioprofessionnelle.

Lieu de résidence de la population un an auparavant (en 2015)

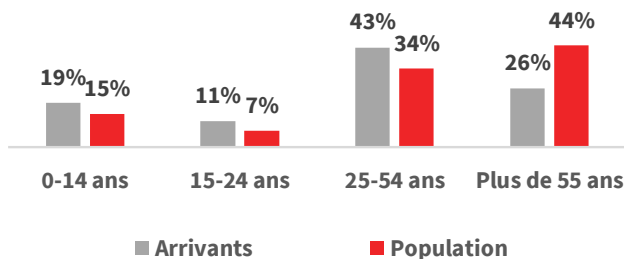
- Même logement
- Autre logement même commune
- Autre commune même département
- Autre région, étranger ou DOM



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 9 702 habitants résidaient l'année précédente dans le même logement.

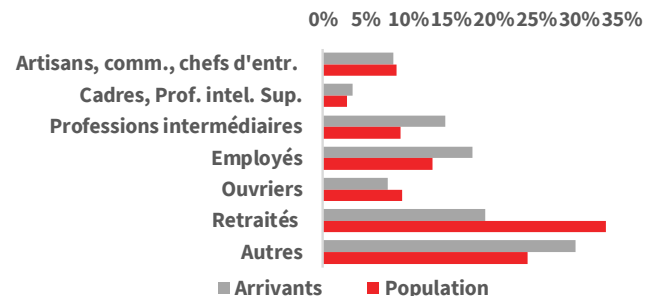
Âge des arrivants par rapport au reste de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 43% des arrivants avaient entre 25 et 54 ans.

Catégorie socioprofessionnelle des arrivants par rapport au reste de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 18% des arrivants faisaient partie de la catégorie employés.



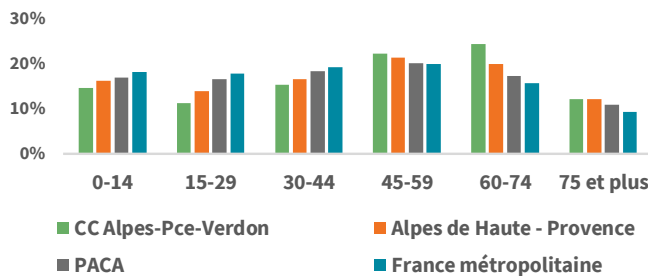
TRANCHES D'ÂGE

L'âge est la pierre angulaire de toute réflexion sur les besoins de la population. Par exemple, l'indice de jeunesse correspond au nombre d'individus de moins de 20 ans pour une personne de plus de 60 ans. Il permet de pointer deux réalités différentes : les besoins des jeunes et le niveau de vieillissement de la population.

Le détail de la population par classes d'âge permet d'avoir une idée précise de sa structuration.

Cette vision constitue un préalable essentiel à toute action en matière de petite enfance, d'enfance jeunesse, d'aide aux familles ou de soutien aux seniors.

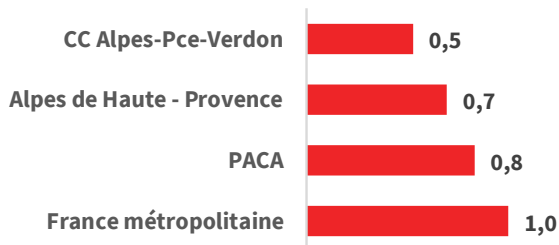
Détail de la population par classes d'âge



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, les 0-14 ans représentaient 15% de la population, contre 18% pour la France métropolitaine.

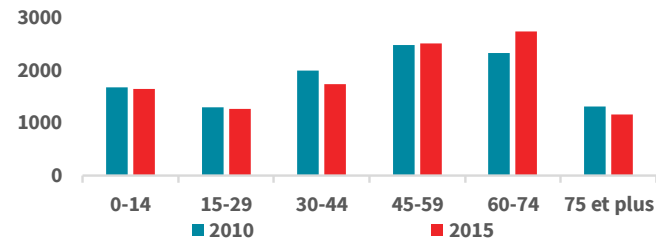
Indice de jeunesse



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, on comptait 0,5 personne(s) de moins de 20 ans pour 1 personne de plus de 60 ans.

Evolution de la population par classes d'âge entre 2010 et 2015



Source : INSEE RGP 2010-2015

Entre 2010 et 2015, les individus de 30-44 ans sont passés de 1991 à 1735 .

Population par grandes classes d'âge

	0-19 ans		20-64 ans		65 ans ou plus	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
2010	2 132	19,2%	6 309	56,9%	2 638	23,8%
2015	2 107	18,7%	6 006	53,3%	3 154	28,0%

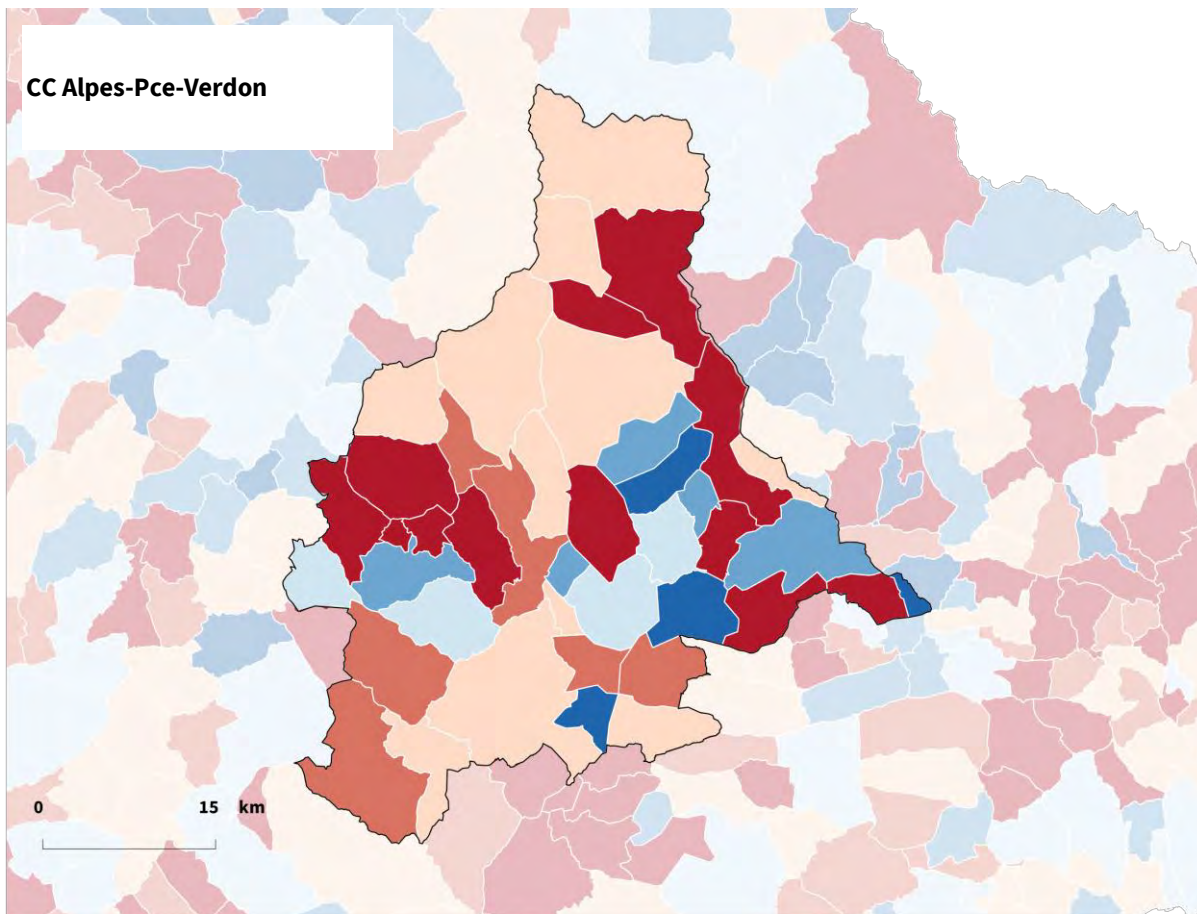
Source : INSEE RGP 2010-2015

En 2015, on enregistrait 53,3% de 20-64 ans au sein de la population, contre 56,9% en 2010.



EVOLUTION DE LA POPULATION

Cartographie



Evolution de la population entre 2010 et 2015



Source : INSEE RGP 2010 et 2015

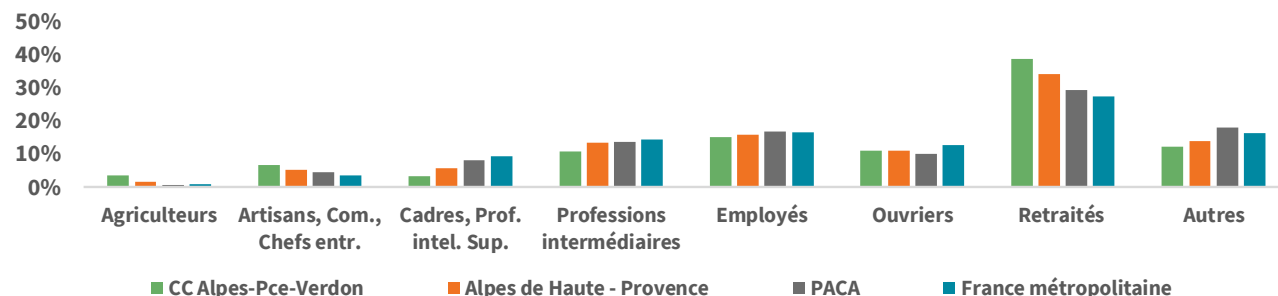


CSP, DIPLÔME, NATIONALITÉ, IMMIGRATION (1/2)

Parmi les indicateurs disponibles, on compte également la catégorie socio professionnelle, nomenclature créée par l'INSEE en 1954.

Il est aussi intéressant d'observer la part de la population sans diplôme et diplômée du Brevet des collèges (ou équivalent), qui présente parfois des difficultés sociales.

Les 15 ans ou plus par catégorie socio professionnelle



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures était de 3% contre 9,3% pour la France métropolitaine.

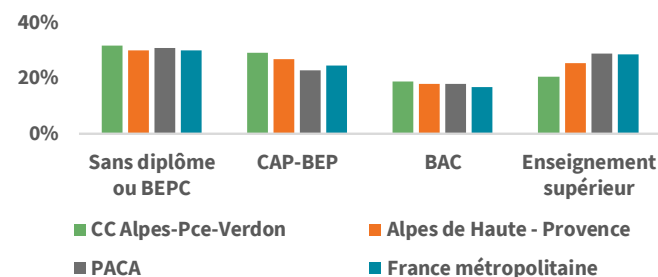
Les 15 ans ou plus par catégorie socio professionnelle en 2010 et 2015

	2010	2015	Evol.
Agriculteurs exploitants	223	339	52%
Artisans, com., chefs d'entr.	778	618	-21%
Cadres et prof. intellectuelles sup.	320	316	-1%
Professions intermédiaires	939	1 007	7%
Employés	1 543	1 423	-8%
Ouvriers	1 072	1 031	-4%
Retraités	3 322	3 678	11%
Autres	1 200	1 145	-5%
Ensemble	9 396	9 557	2%

Source : INSEE RGP 2010-2015

Entre 2010 et 2015, le taux d'évolution de la catégorie « employés » était de -8%.

Population non-scolarisée par niveau de diplôme



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, on comptabilisait 21% des 15 ans ou plus non-scolarisés qui étaient diplômés de l'enseignement supérieur, contre 29 % en France métropolitaine.



CSP, DIPLÔME, NATIONALITÉ, IMMIGRATION (2/2)

Des éléments peuvent également être avancés concernant la nationalité et l'immigration à l'échelle communale.

Attention à ne pas confondre :

- Population étrangère c'est-à-dire qui n'est pas de nationalité française
- Population immigrée c'est-à-dire population, de nationalité française ou non, qui est née à l'étranger

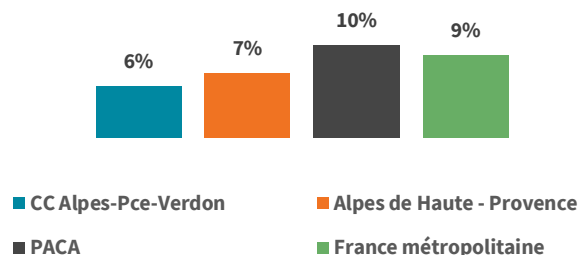
Population non-scolarisée par niveau de diplôme en 2010 et 2015

	2010		2015		Evol.
	Nb	%	Nb	%	
Sans dipl. ou brevet	3361	37,7%	2 886	31,6%	-14%
CAP-BEP	2382	26,7%	2 657	29,1%	12%
BAC	1532	17,2%	1 700	18,6%	11%
Enseignement supérieur	1635	18,4%	1 876	20,6%	15%

Source : INSEE RGP 2010-2015

Entre 2010 et 2015, le nombre de personnes non-scolarisées sans diplôme a évolué de -14%.

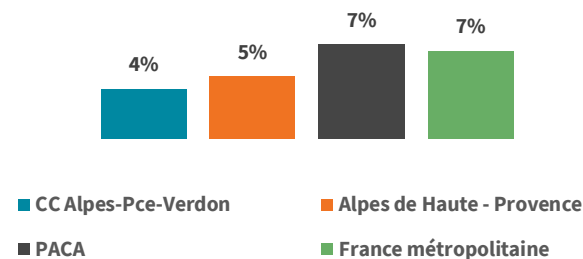
Population née à l'étranger et résidant en France



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part de la population immigrée (= née à l'étranger) était de 6% contre 9% pour la France métropolitaine.

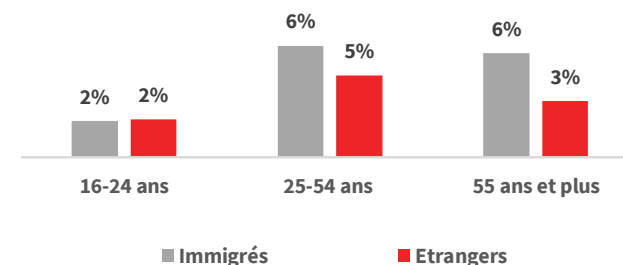
Population de nationalité étrangère



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part de la population de nationalité étrangère était de 4% contre 7 % pour la France métropolitaine.

Population par âge, nationalité et situation quant à l'immigration



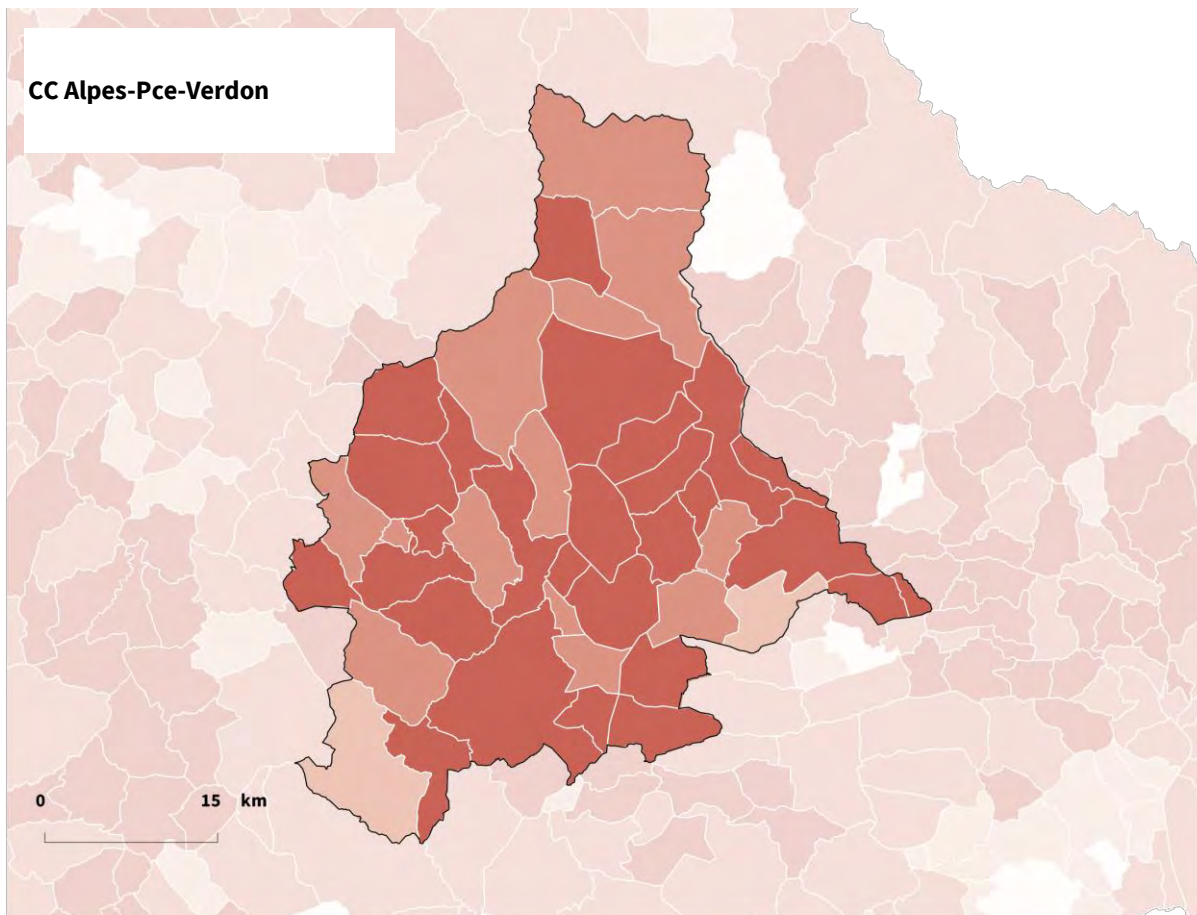
Source : INSEE RGP 2015

En 2015, on comptait 5% des 25-54 ans qui étaient de nationalité étrangère.



NIVEAU DE DIPLOME

Cartographie



Population de 15 ans ou plus non scolarisée dont le diplôme est inférieur au BAC



2

**PETITE
ENFANCE**





MOINS DE 3 ANS ET COUVERTURE GLOBALE

En plus de la part de moins de 3 ans dans la population, le niveau de besoins en matière de modes de garde est à appréhender à travers :

- La part des 2 ans qui sont scolarisés : moins les effectifs de cette âge sont scolarisés, plus les besoins de garde sont élevés
- L'emploi du ou des parent(s) : plus les parents sont en situation d'emploi, plus les besoins de garde sont élevés

Les équipements destinés à la petite enfance sont évidemment à mettre en lien avec les structures existantes dans les territoires proches.

Part des moins de 3 ans au sein de la population et évolution

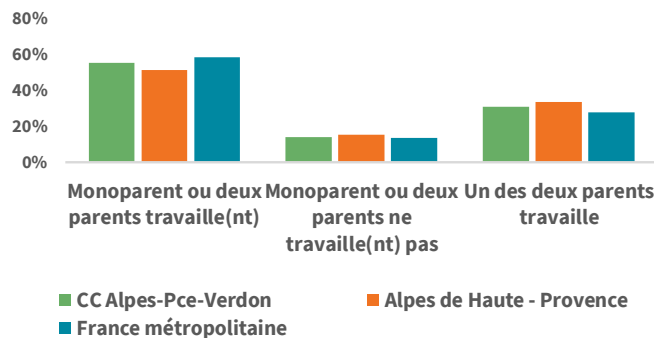
	Part dans la population	Evol. 2010-2015
CC Alpes-Pce-Verdon	2,4%	-1%
Alpes de Haute - Provence	2,8%	-7%
PACA	3,2%	-1%
France métropolitaine	3,5%	-1%

Nb de 0-2 ans en 2015 : 267

Source : INSEE RGP 2015

En 2015, les moins de 3 ans représentaient 2,4% de la population.

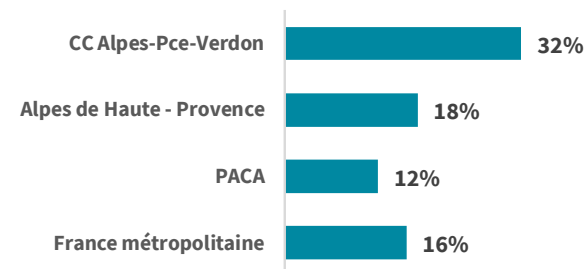
Moins de 3 ans par situation d'emploi du ou des parent(s)



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des moins de 3 ans dont le ou les parent(s) ne travaille(nt) pas était de 14% contre 14% en France métropolitaine.

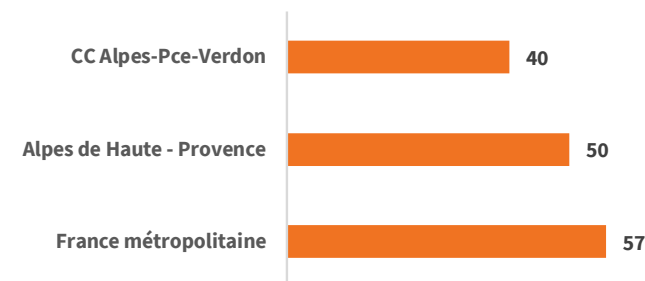
Part des 2 ans scolarisés



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des deux ans scolarisés était de 32%, alors qu'en France métropolitaine elle était de 16%.

Nombre total de places d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans en 2016



Source : CAF 2016

En 2016, le taux de couverture global (assistants maternels, EAJE, école maternelle et garde à domicile) était de 40 pour 100 enfants de moins de 3 ans.



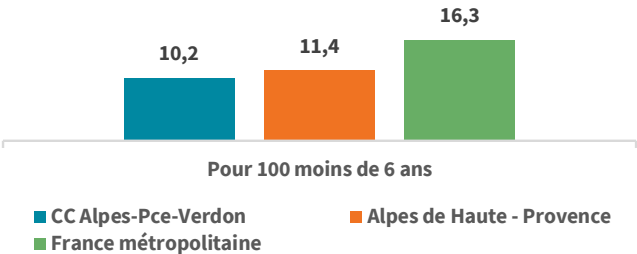
OFFRE D'ACCUEIL

Les dernières données CAF sur l'offre d'accueil par commune datent de novembre 2016. Elle permettent d'avoir une vision sur :

- Le poids de l'offre d'accueil individuel (assistants maternels) et collectif (EAJE)
- Le niveau d'activité des assistants maternels

A noter que les enfants accueillis en MAM (Maison d'Assistants Maternels) et en crèche familiale sont comptabilisés dans l'offre d'accueil individuelle.

Nombre d'enfants accueillis chez un assistant maternel pour 100 enfants en 2016

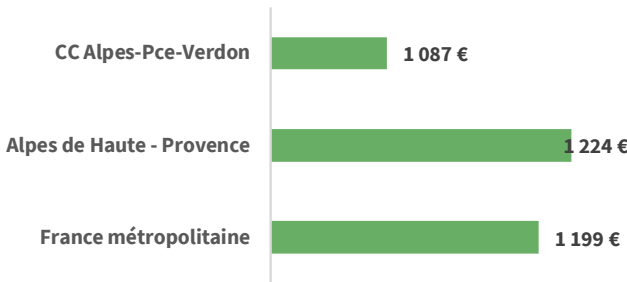


Nb d'assistants maternels : 18

Source : CAF 2016

En 2016, il y avait 10,2 enfants accueillis chez les assistants maternels pour 100 enfants.

Rémunération mensuelle moyenne des assistants maternels en novembre 2016



Source : CAF 2016

En 2016, la rémunération mensuelle moyenne des assistants maternels était de 1 087 €, contre 1 199 € au niveau national.

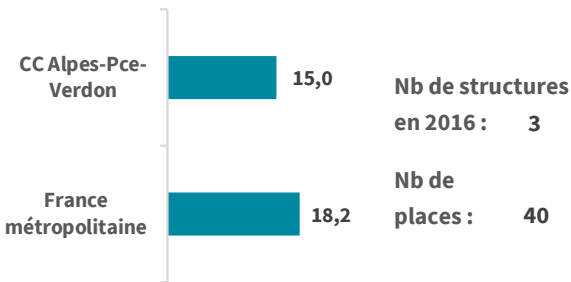
Indicateurs d'activité des assistants maternels pour novembre 2016

	Nombre d'enfants par assistant maternel	Nombre d'heures par enfants en novembre 2016
CC Alpes-Pce-Verdon	3,7	68
Alpes de Haute - Provence	3,4	81
France métropolitaine	3,1	102

Source : CAF 2016

En 2016, le nombre moyen d'heure par enfant accueilli chez un assistant maternel était de 68 , contre 102 pour la France métropolitaine.

Nombre de places en structure petite enfance pour 100 enfants de moins de 3 ans en 2016



Source : CAF 2016 et INSEE BPE 2016

En 2016, le nombre de places d'accueil collectif petite enfance était de 15,0 pour 100 enfants de moins de 3 ans.

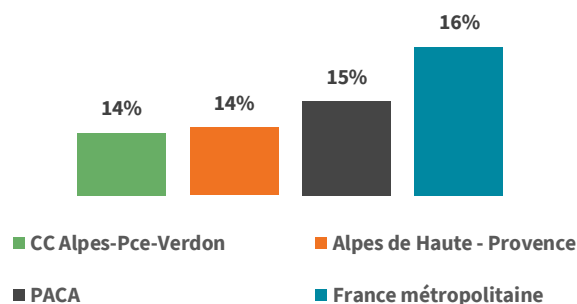


ALLOCATAIRES DE LA PAJE

La PAJE (Prestation d'accueil du jeune enfant) est une aide financière versée aux parents de jeunes enfants, sous condition de ressources. Elle évolue donc en fonction de la croissance démographique des moins de 3 ans (naissances, installations de familles).

La Prépare, qui vient progressivement remplacer le CLCA-COLCA, concerne les parents ayant renoncé à leur activité professionnelle pour garder leur(s) enfant(s).

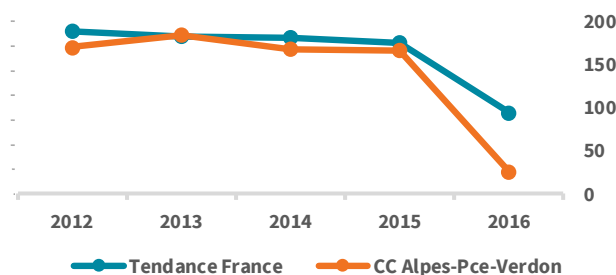
Allocataires de la PAJE parmi les allocataires CAF en 2017



Source : CAF 2017

En 2017, les allocataires de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant de base représentaient 14% du total des foyers allocataires CAF, contre 16% pour le pays.

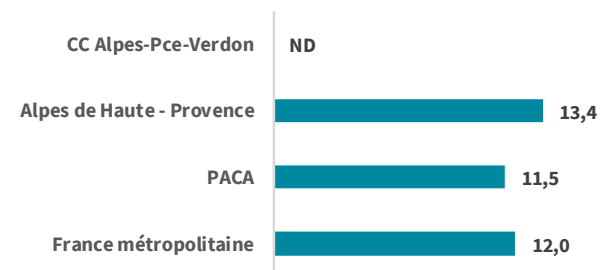
L'évolution des allocataires de la PAJE de base de 2012 à 2016



Source : CAF 2016

Entre 2012 et 2016, le nombre de foyers allocataires de la PAJE de base est passé de 170 à 26.

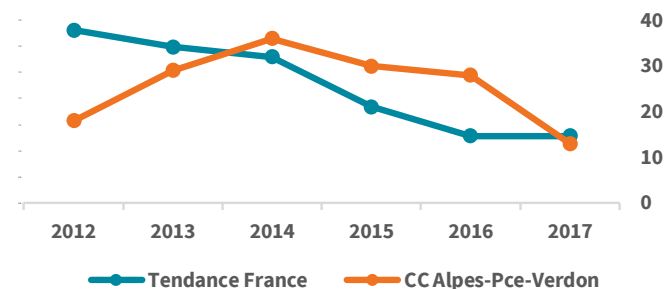
Bénéficiaires de la Prépare pour 100 enfants de moins de 3 ans



Source : CAF 2017

En 2017, il y avait 13,4 allocataires de la Prépare (ex. CLCA-COLCA) pour 100 enfants de moins de 3 ans dans le département, contre 12,0 pour le pays.

L'évolution des allocataires du CMG assistant maternel de 2012 à 2017



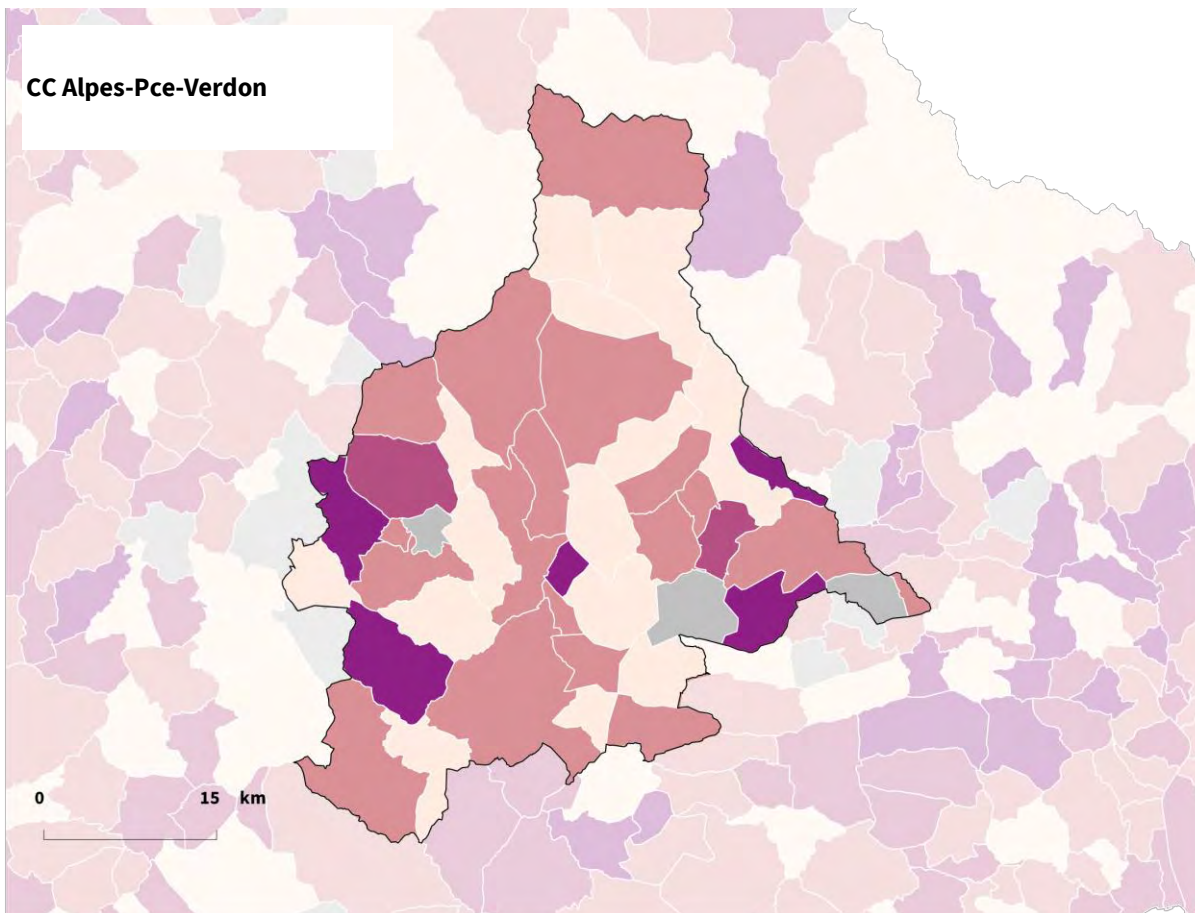
Source : CAF 2017

Entre 2012 et 2017, le nombre de foyers allocataires du CMG assistant maternel est passé de 18 à 28.



PART DES MOINS DE 3 ANS

Cartographie



Part des moins de 3 ans au sein de la population



3

ENFANCE -
JEUNESSE

BbCc
dceTf



DEMOGRAPHIE ET SCOLARISATION (1/3)

Il est nécessaire de connaître le poids des 3-24 ans au sein de la population.

En effet, le nombre et la représentativité de ces tranches définissent les politiques scolaires, d'accueil de loisirs, ou encore d'animation des collectivités locales.

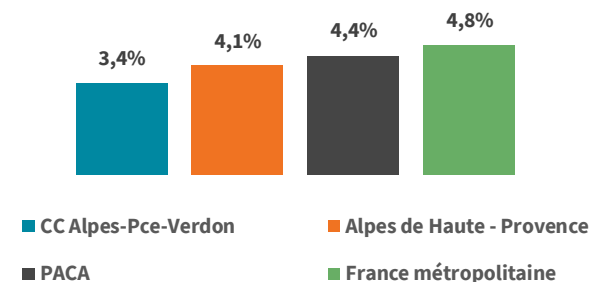
Nombre d'individus par âges en 2010 et 2015

	2010	2015	Evol.
2-5 ans	425	387	-9%
6-10 ans	632	554	-12%
11-14 ans	451	521	16%
15-17 ans	314	343	9%
18-24 ans	548	466	-15%

Source : INSEE RGP 2015

Entre 2010 et 2015, le nombre de 3-5 ans a connu une évolution de -9%.

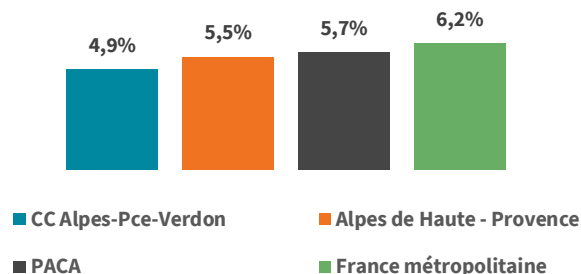
Part des 3-5 ans au sein de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des 3-5 ans au sein de la population était de 3,4% , contre 4,8 % en France métropolitaine.

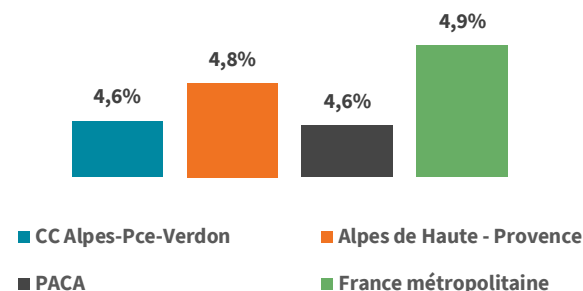
Part des 6-10 ans au sein de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des 6-10 ans au sein de la population était de 4,9% , contre 6,2 % en France métropolitaine.

Part des 11-14 ans au sein de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des 11-14 ans au sein de la population était de 4,6% , contre 4,9 % en France métropolitaine.

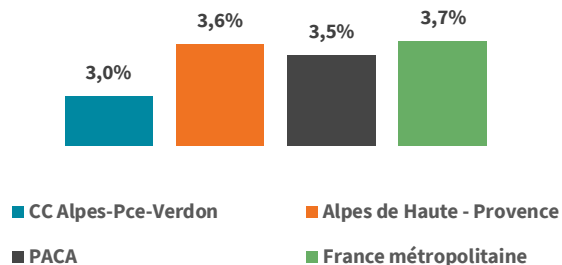


DEMOGRAPHIE ET SCOLARISATION (2/3)

Lorsque les 18-24 ans sont peu représentés, cela signifie souvent que plusieurs d'entre eux sont partis ailleurs pour faire leurs études.

En outre, il est intéressant d'observer les taux de scolarisation, qui peuvent témoigner de différentes réalités : entrée plus tardive en maternelle, décrochage scolaire (15-17 ans), départ plus ou moins précoce dans la vie active...

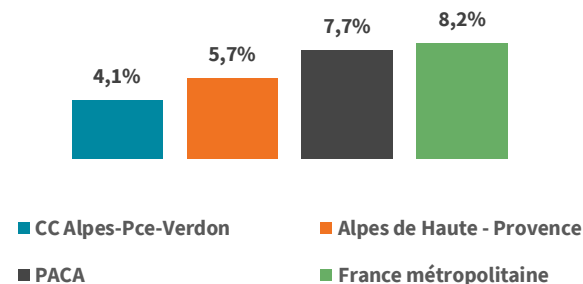
Part des 15-17 ans au sein de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des 15-17 ans au sein de la population était de 3,0%, contre 3,6 % en France métropolitaine.

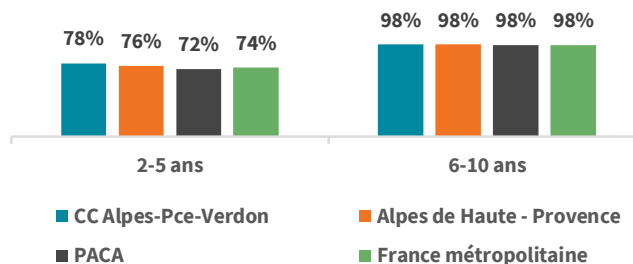
Part des 18-24 ans au sein de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des 18-24 ans au sein de la population était de 4,1% , contre 8,3 % en France métropolitaine.

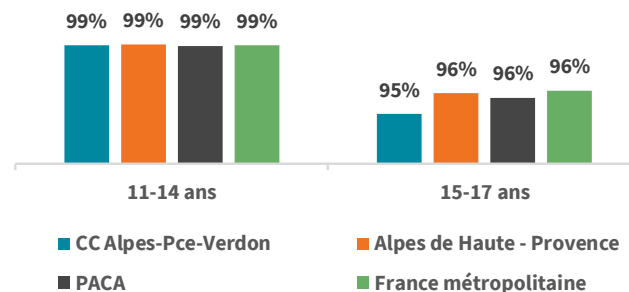
Taux de scolarisation des 2-10 ans



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 78% des 2-5 ans étaient scolarisés, contre 74 % en France métropolitaine.

Taux de scolarisation des 11-17 ans



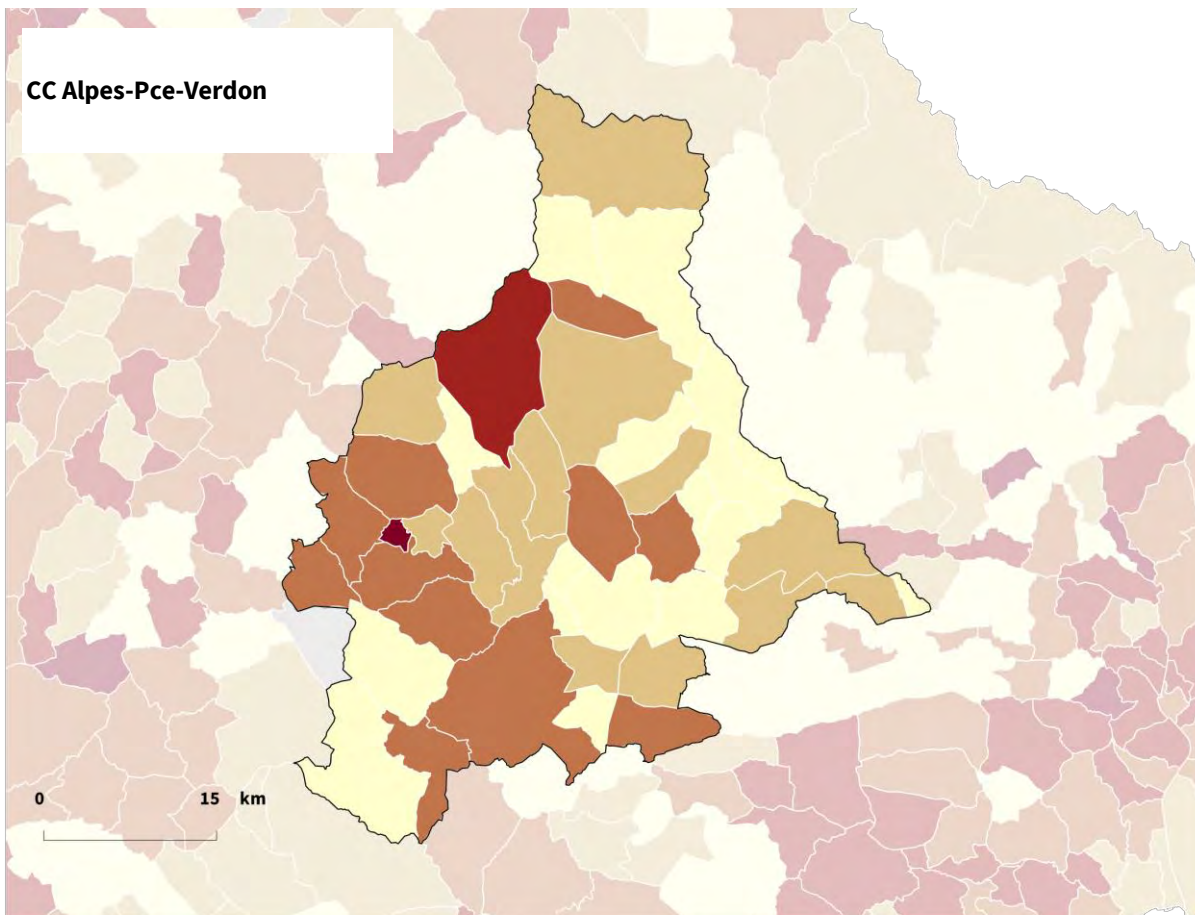
Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 95% des 15-17 ans étaient scolarisés, contre 96% en France métropolitaine.



LES MOINS DE 18 ANS AU SEIN DE LA POPULATION

Cartographie



Part des 0-18 ans au sein de la population



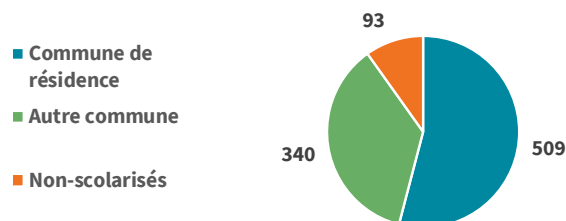


DEMOGRAPHIE ET SCOLARISATION (3/3)

Le suivi, la gestion, et l'anticipation des effectifs scolaires est un enjeu prégnant pour de nombreuses collectivités.

A cette fin, la connaissance du lieu de scolarisation des différentes classes d'âges peut s'avérer particulièrement utile.

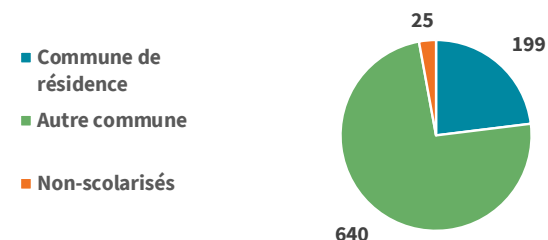
Lieu de scolarisation des 2-10 ans



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 509 enfants de 2-10 ans étaient scolarisés dans leur commune de résidence.

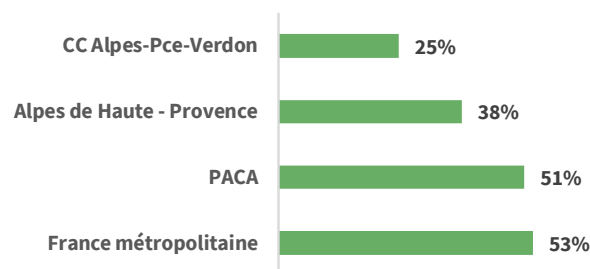
Lieu de scolarisation des 11-17 ans



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 640 individus de 11-17 ans étaient scolarisés en dehors de leur commune de résidence.

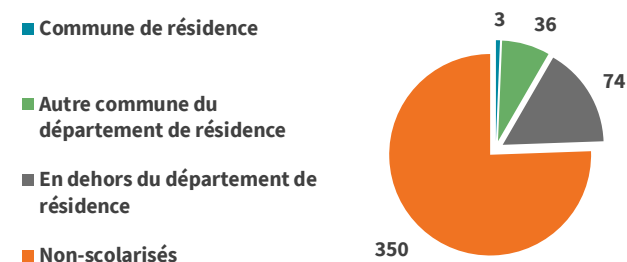
Taux de scolarisation des 18-24 ans



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 25% des 18-24 ans étaient scolarisés, contre 53% pour la France métropolitaine.

Lieu de scolarisation des 18-24 ans



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 74 individus de 18-24 ans étaient scolarisés dans une commune d'un autre département.



EFFECTIFS SCOLAIRES DU PREMIER DEGRÉ

L'évolution des effectifs scolaires est également un élément essentiel à prendre en compte dans la politique éducative d'une commune.

L'Education Nationale a ouvert plusieurs de ses bases de données. Aujourd'hui, il est ainsi possible de connaître le nombre d'élèves par école et la répartition public-privé pour les 3 dernières années scolaires.

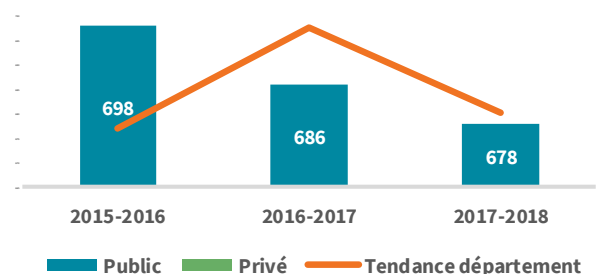
Ecoles (hors RPI) et effectifs : indicateurs de cadrage

Nb écoles maternelles	Nb écoles élémentaires
12	12
Total élèves maternelle	Total élèves élémentaire
275	511

Source : Base permanente des équipements 2017 et Education nationale, 2015-2018

En 2017, le nombre d'écoles maternelles dans le territoire était de 12.

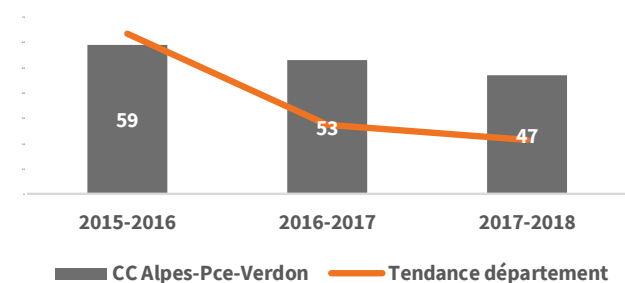
Elèves d'élémentaire scolarisés de 2016 à 2018



Source : Education nationale, 2017-2018

Durant l'année scolaire 2017-2018, 678 élèves d'élémentaire étaient scolarisés dans le public.

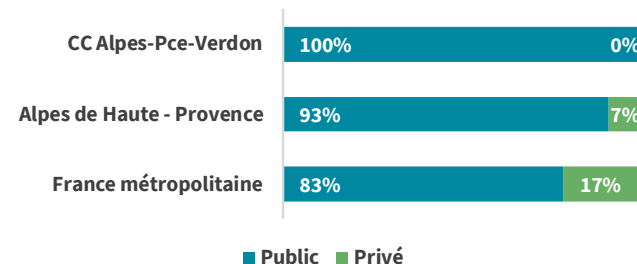
Elèves de maternelle scolarisés de 2016 à 2018



Source : Education nationale, 2015-2018

Durant l'année scolaire 2017-2018, 47 élèves étaient scolarisés en maternelle dans le territoire.

Répartition des élémentaires privé / public durant l'année 2017-2018



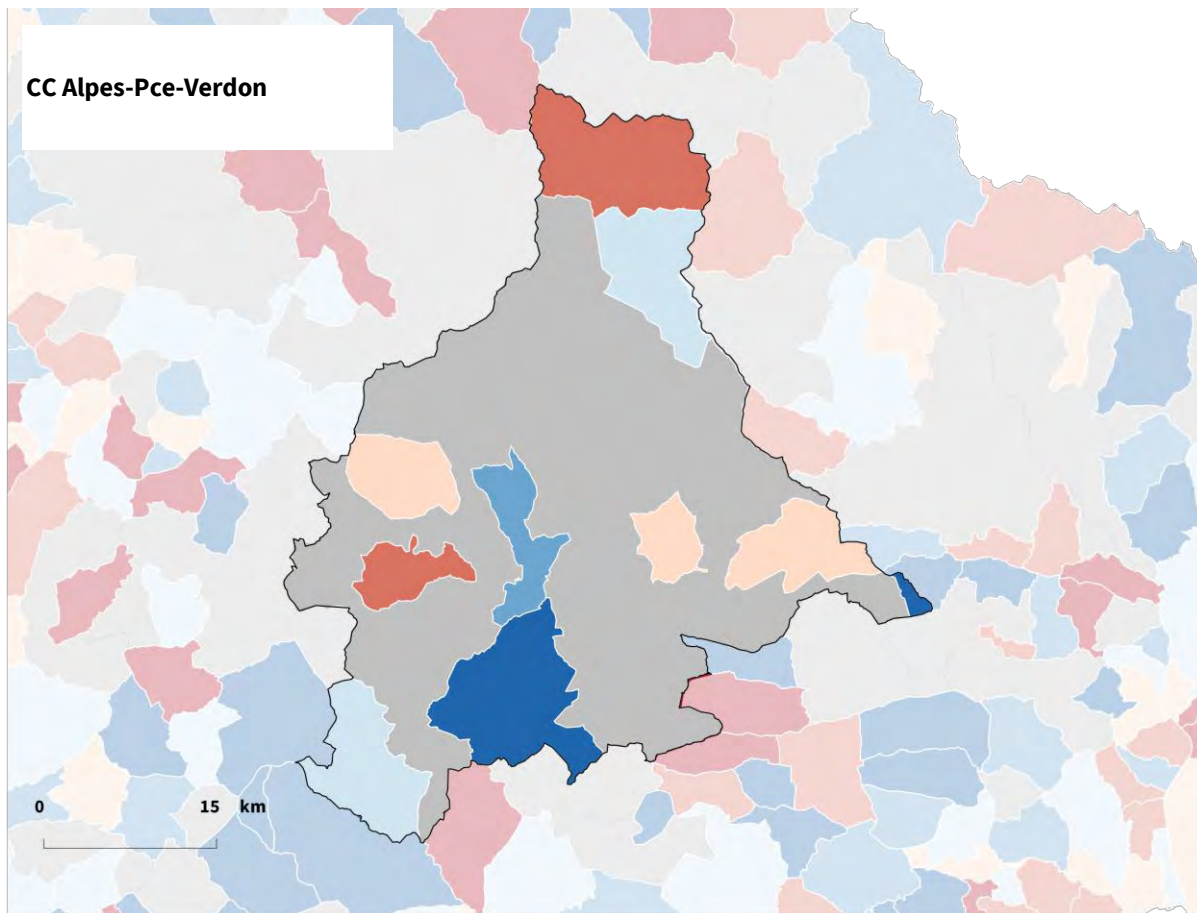
Source : Education nationale, 2017-2018

Pour l'année 2017-2018, 0% des élèves d'élémentaire étaient scolarisés dans le privé, contre 17% au niveau national.



EVOLUTION DES EFFECTIFS SCOLAIRES

Cartographie



Evolution des effectifs scolaires du premier degré (public et privé) de 2015 à 2018



Source : Education nationale, 2015-2018

4

FAMILLES





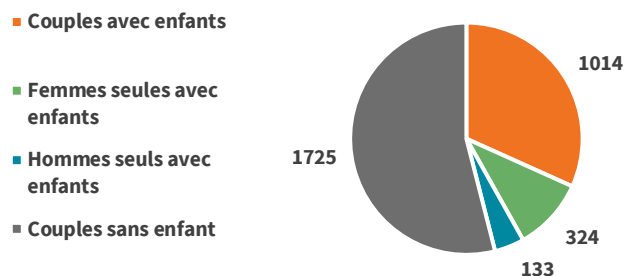
FAMILLES ET MENAGES (1/2)

La répartition des familles par type permet de mettre en lumière les ménages en potentielle situation de fragilité socio-économique.

Par exemple, les familles monoparentales connaissent souvent des situations de vulnérabilité accrues par rapport aux couples avec enfants : isolement du parent, ressources financières moindres, difficultés de garde du/des enfant(s)...

La plupart du temps, les familles monoparentales sont composées d'une femme seule avec enfant(s).

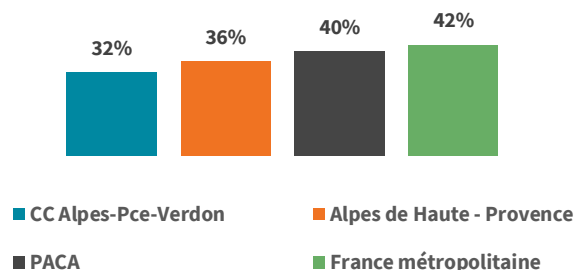
Les familles par type



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 324 femmes seules avec enfants étaient présentes sur le territoire intercommunal.

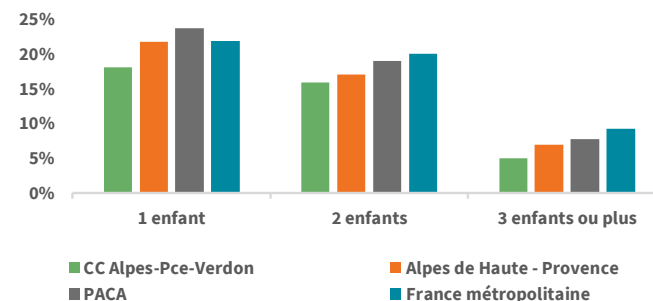
Les couples avec enfants



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, les couples avec enfants représentaient 32% des familles, contre 42% en France métropolitaine.

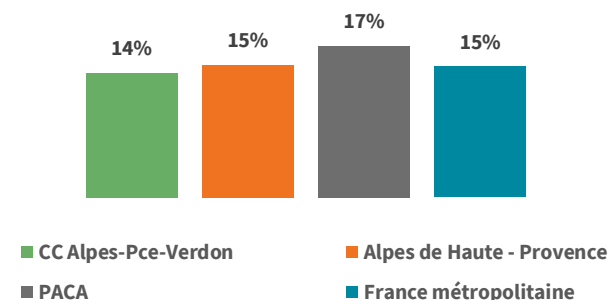
Familles par nombre d'enfants de moins de 25 ans



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 5% des familles avaient 3 enfants ou plus.

Les familles monoparentales



Source : INSEE RGP 2015

Les familles monoparentales représentaient 14% du total des familles, contre 15% en France métropolitaine pour l'année 2015.



FAMILLES ET MENAGES (2/2)

La part des personnes mariées est un indicateur complémentaire, permettant d'avoir une vision du caractère « familiale » d'une population.

Il en est de même pour la typologie des ménages, ou du nombre d'allocataires CAF toutes allocations confondues pour 100 habitants.

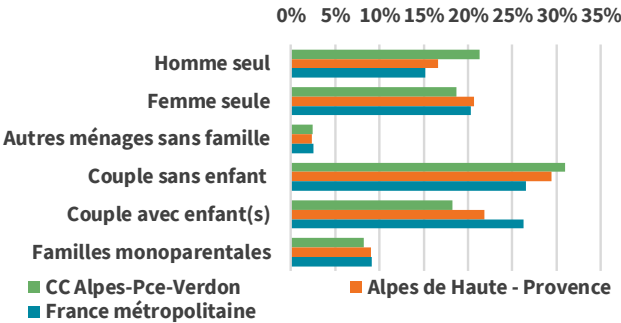
Evolution du nombre de couples avec enfants et de familles monoparentales

	Familles monoparentales	Couples avec enfants
CC Alpes-Pce-Verdon	15%	-9%
Alpes de Haute - Provence	14%	-7%
PACA	9%	-1%
France métropolitaine	12%	0%

Source : INSEE RGP 2015

Entre 2010 et 2015, les familles monoparentales ont connu une évolution de 15% .

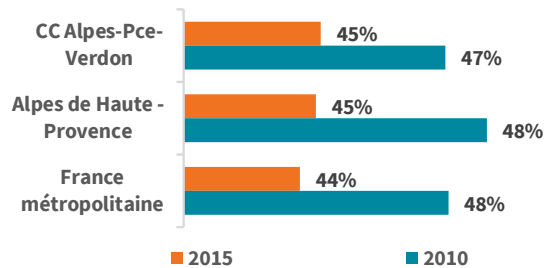
Répartition des ménages par type



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, les hommes seuls représentaient 21% du total des ménages.

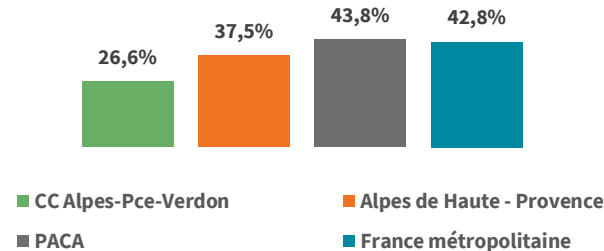
La part des personnes de 15 ans ou plus mariées en 2010 et 2015



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des personnes de 15 ans ou plus mariées était de 45% .

Nombre d'allocataires CAF pour 100 habitants en 2017

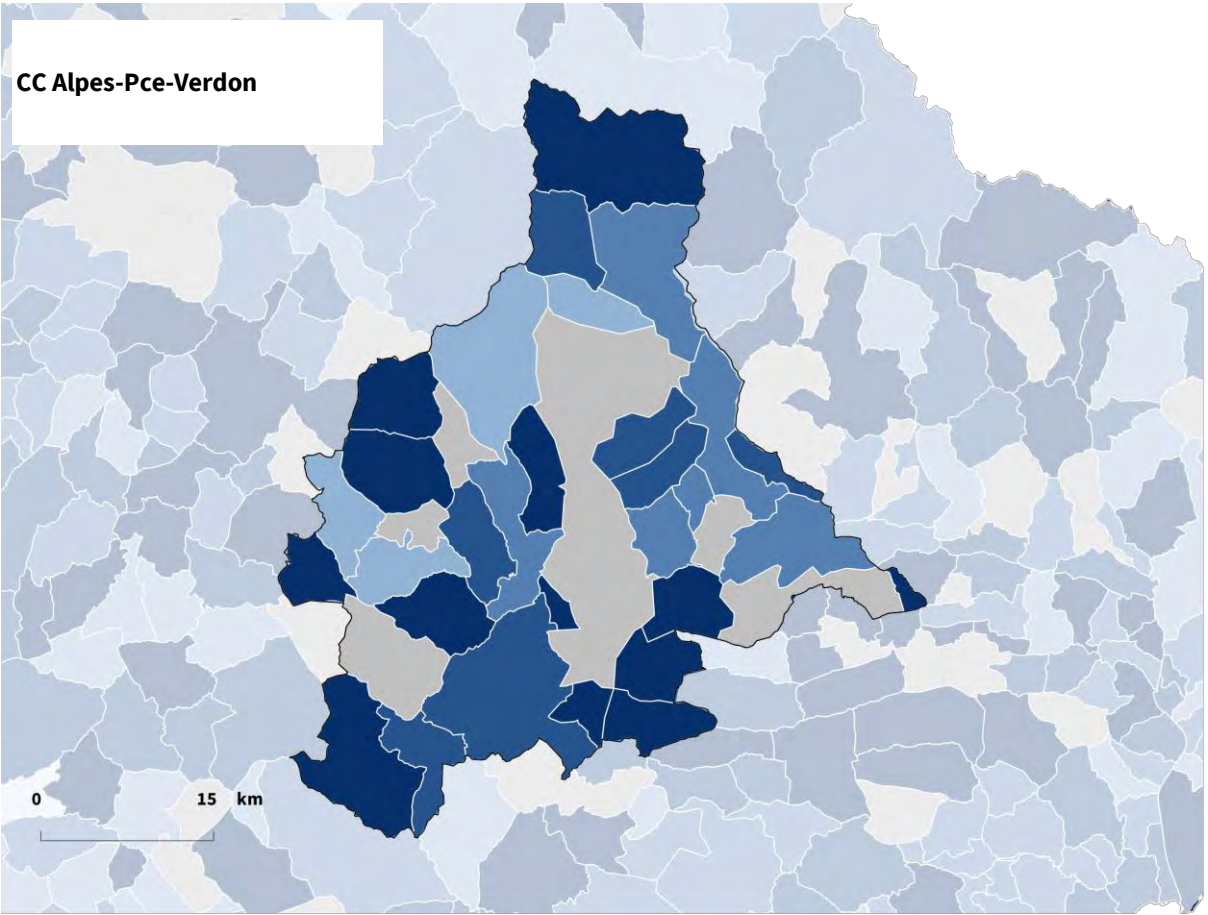


Source : CAF data 2017

En 2017, 26,6% de la population faisait partie d'un foyer allocataire CAF, contre 42,8% au niveau national.



FAMILLES MONO-PARENTALES



Part des familles monoparentales dans l'ensemble des familles



5

SENIORS





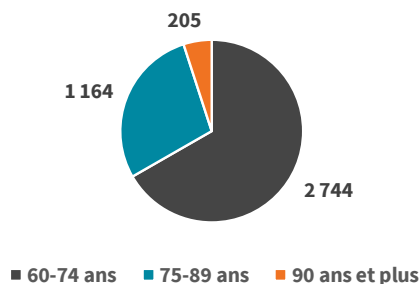
DÉMOGRAPHIE ET ISOLEMENT

Le vocable « personnes âgées » ou « seniors » regroupe des réalités très différentes entre jeunes retraités dynamiques et personnes âgées dépendantes.

La part des personnes âgées par tranches d'âge (60-74 ans, 75-89 ans et 90 ans et plus), en 2013, permet une première appréhension des besoins de la population des aînés, et de leurs évolutions.

Les évolutions du nombre de retraités du Régime Général (soit plus des deux tiers des retraités) permettent d'avoir des données plus récentes sur l'évolution démographique des personnes âgées.

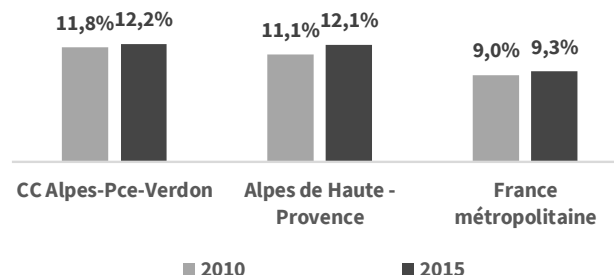
Les seniors par âge



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, le territoire accueillait 205 personnes de 90 ans ou plus.

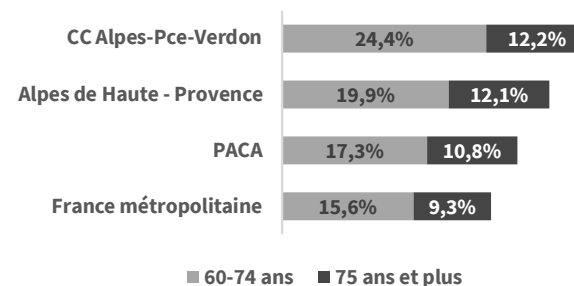
Evolution de la part des 75 ans et plus au sein de la population



Source : INSEE RGP 2015

Entre 2010 et 2015, la part des 75 ans et plus au sein de la population est passée de 11,8% à 12,2%

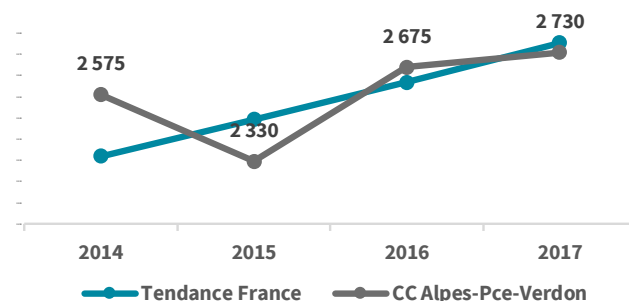
Les 60 ans et plus au sein de la population



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des plus de 60 ans au sein de la population était de 37% contre 25 % en France métropolitaine.

Les retraités du Régime général de la Sécurité sociale de 2014 à 2017



Source : Observatoires des fragilités, 2017

En 2016, le nombre de retraités du Régime général de la Sécurité sociale était de 2 675 .



FRAGILITÉ ET ISOLEMENT DES SENIORS

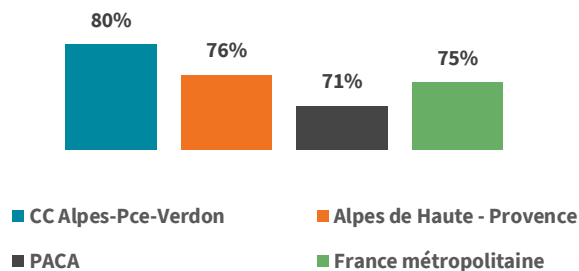
Le repérage des aînés en difficulté peut s'opérer via :

- Les conditions de logement (65 ans et plus propriétaires)
- L'isolement (80 ans et plus vivant seuls)
- Le niveau de pauvreté (retraités exonérés de la CSG)

L'exonération de la CSG équivaut à un revenu annuel situé en dessous de 10 224 € par an pour une part ou de 15 684 € pour deux parts.

Le nombre d'aidants pour un aidé donne quant à lui une vision (partielle) de l'aide informelle, complémentaire à l'aide institutionnelle (accueil en structure, soins infirmiers et maintien au domicile).

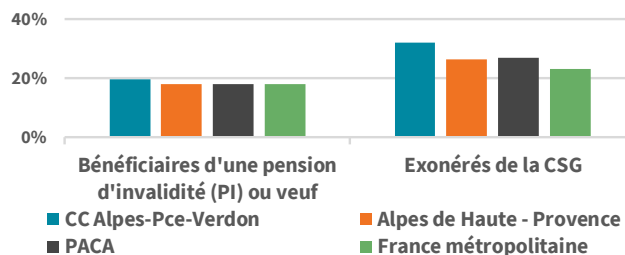
Les 65 ans et plus propriétaires



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 80% des 65 ans et plus étaient propriétaires de leur logement, contre 75 % en France métropolitaine.

Indicateurs de fragilité économique des séniors affiliés au régime général en 2017



Nb bénéficiaires PI : 346

Nb exonérés CSG : 728

Source : Observatoires des fragilités, 2017

En 2017, 19,5% des retraités du régime général étaient bénéficiaires d'une pension d'invalidité ou veuf, lorsque 32,1% étaient exonérés de la CSG.

L'isolement des personnes âgées

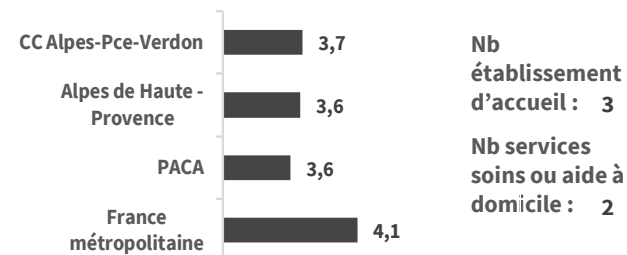
	Part des 80 ans et plus seuls	Evol. 2010-2015
CC Alpes-Pce-Verdon	41%	10%
Alpes de Haute - Provence	42%	20%
PACA	42%	11%
France métropolitaine	42%	14%

Nb 80 ans et plus seuls : 369

Source : INSEE RGP 2015

Entre 2010 et 2015, le nombre de personnes de 80 ans et plus qui vivent seules a évolué de 10%.

Nombre d'aidants (55-64 ans) pour un aidé (85 ans et plus)



Nb établissement d'accueil : 3

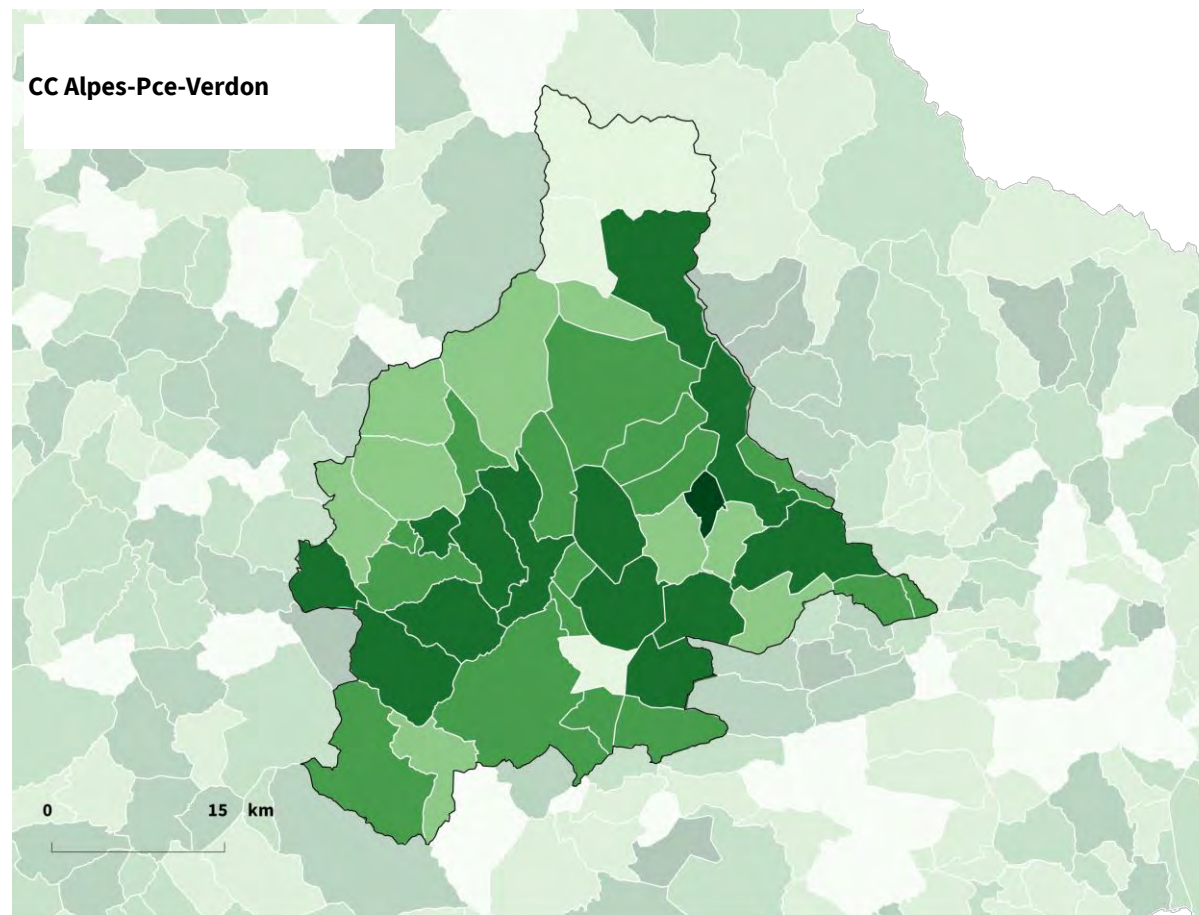
Nb services soins ou aide à domicile : 2

Source : BPE 2016

En 2015, on comptait 3,7 personnes de 55-64 ans (potentiellement aidantes) pour 1 personne de 85 ans ou plus (potentiellement aidée).



LES PLUS DE 75 ANS



Part des 75 ans et plus au sein de la population



6

LOGEMENT





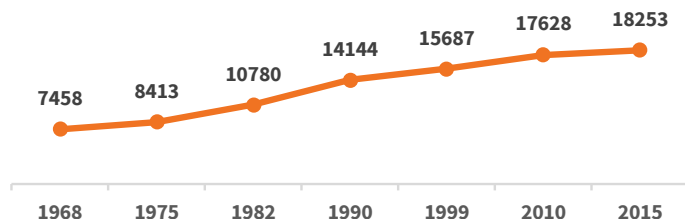
TYPOLOGIE DU PARC DE LOGEMENTS

Le logement est une thématique essentielle, révélatrice des caractéristiques de la population.

Par exemple, le type de logement ainsi que le nombre de pièces par résidence mettent en lumière la présence d'une architecture communale plus ou moins familiale.

Un taux de vacance élevé est souvent caractéristique d'un enjeu de rénovation d'une partie du parc de logement, peu adapté à la structure de la population et/ou aux standards actuels.

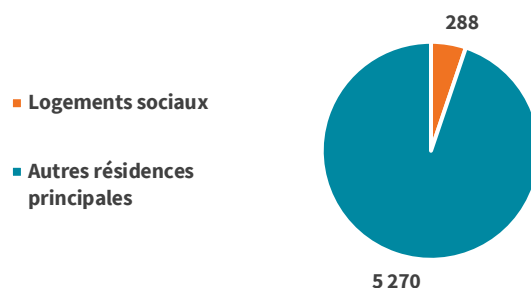
Evolution du nombre de logements de 1968 à 2015



Source : INSEE RGP 1968 - 2015

De 1968 à 2015, le nombre de logements sur le territoire intercommunal est passé de 7 458 à 18 253.

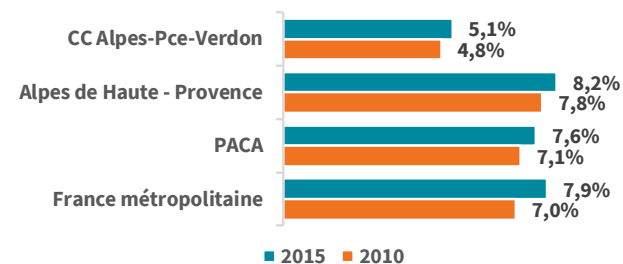
Part des logements sociaux parmi les résidences principales



Source : statistiques.developpement-durable.gouv, 2016

En 2016, 5% des résidences principales étaient des logements sociaux.

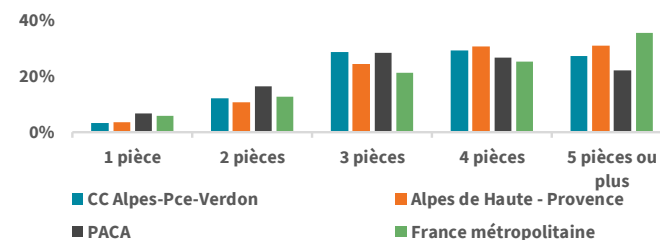
Taux de vacance



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 5,1% des logements du territoire étaient vacants, contre 7,9% pour la France métropolitaine.

Résidences principales par nombre de pièces et logements par type



Maisons : 10 528 Appartements : 7 467

Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 27% des logements avaient 5 pièces ou plus contre 35% en France métropolitaine.

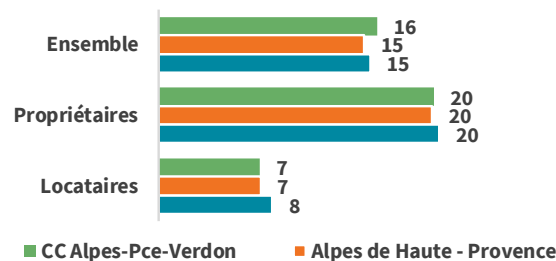


ANCIENNETÉ ET MODES D'OCCUPATION

Le mode d'occupation des logements nous donne des indications sur le niveau de fragilité de la population communale. Les propriétaires connaissent, en effet, des niveaux de fragilité moindres que les locataires et ménages hébergés à titre gratuit.

En toute logique, l'ancienneté moyenne d'occupation d'un logement est toujours plus importante chez les propriétaires que les locataires.

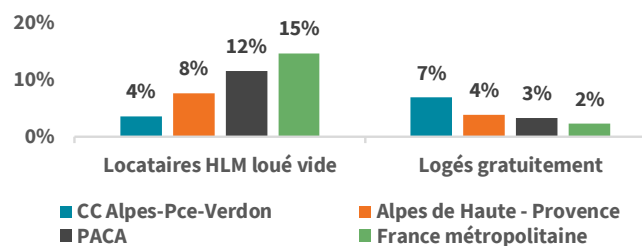
Ancienneté moyenne d'emménagement (en années)



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, les habitants du territoire résidaient dans leur logement actuel depuis en moyenne 16 ans.

Locataires HLM et hébergés à titre gratuit

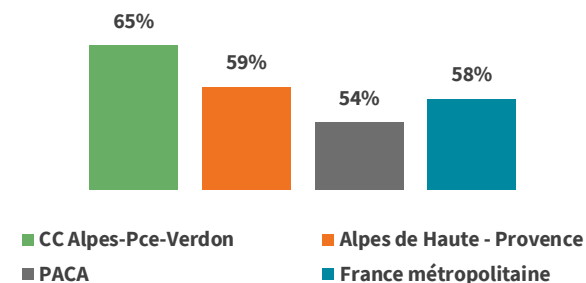


Nb de ménages hébergés gratuitement : 381

Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 7% des ménages étaient hébergés gratuitement chez des tiers qui n'étaient pas membres de leur famille.

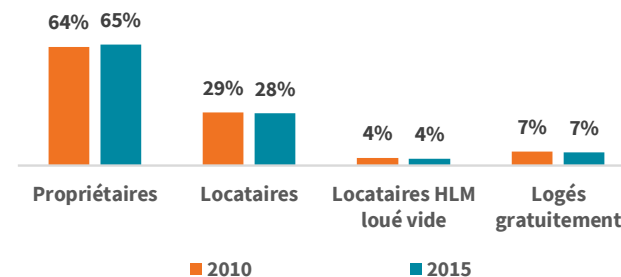
Les propriétaires de leur logement



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 65% des habitants étaient propriétaires de leur logement, contre 58 % pour la France métropolitaine.

Modes d'occupation en 2010 et 2015



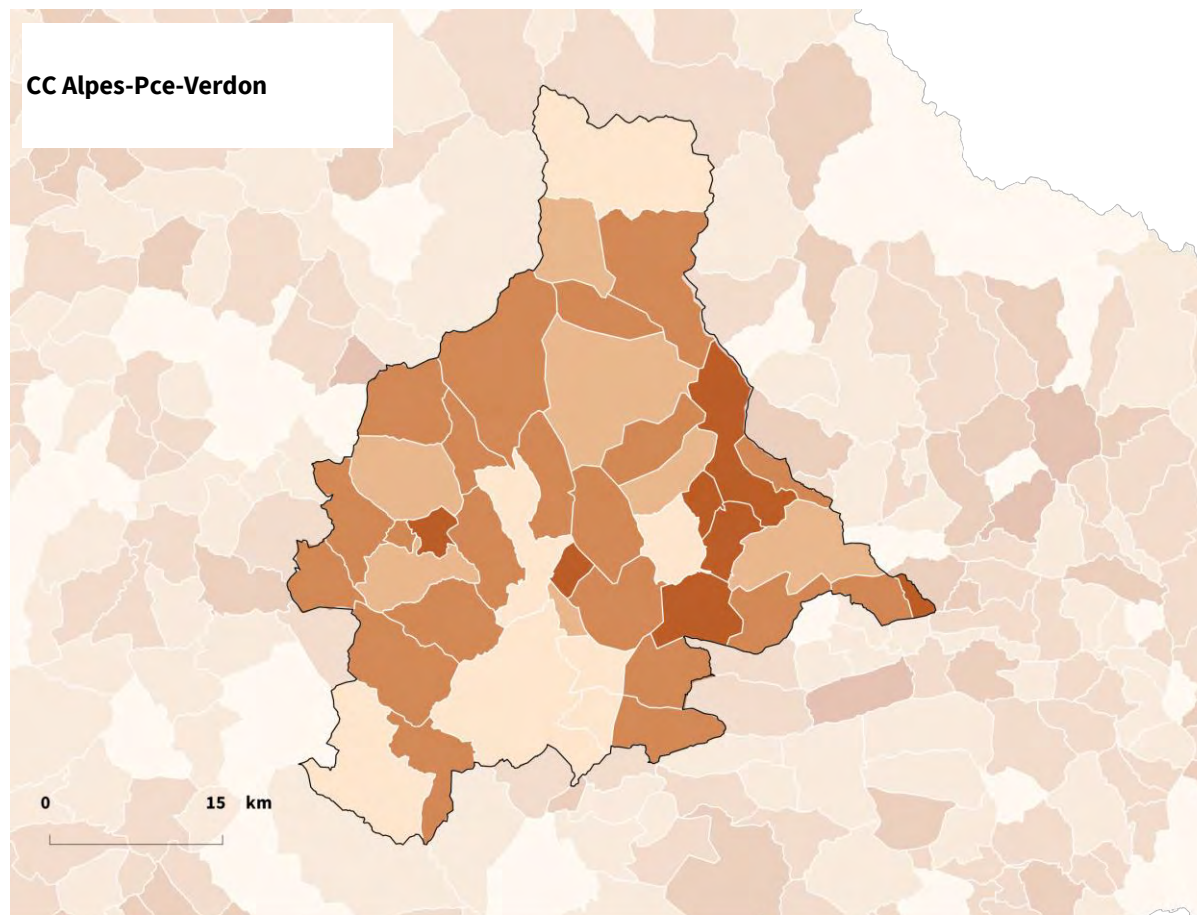
Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 65% des habitants étaient locataires de leur logement, contre 64% en 2010.



PART DES PROPRIÉTAIRES

Cartographie



Part des propriétaires de leur logement



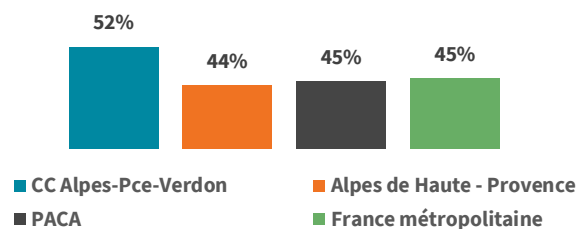


INDICATEURS DE VÉTUSTÉ

Le risque de vétusté est moins important pour les bâtiments récents, tout comme leur caractère potentiellement énergivore (la première réglementation énergétique datant des années 1970).

De même, le mode de chauffage, le nombre moyen de pièces par personne ainsi que les logements non équipés d'une baignoire ou d'une douche sont révélateurs de niveaux de vétusté des logements.

Résidences principales construites avant 1970

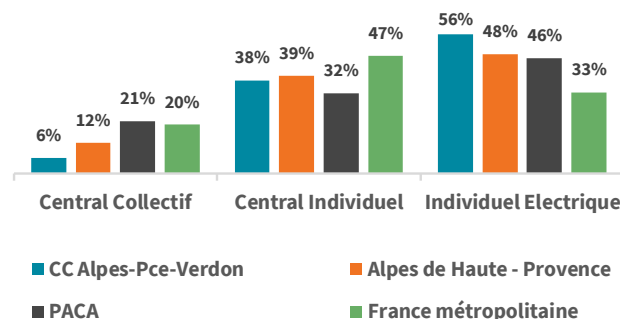


Nb de logements concernés : 2898

Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 52% des résidences principales ont été construites avant 1970, contre 45 % pour le pays.

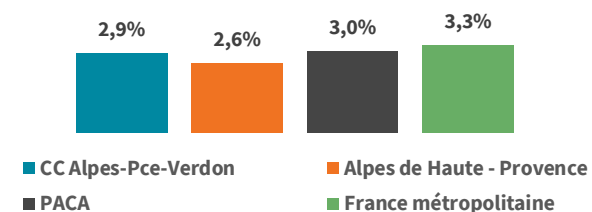
Mode de chauffage employé



Source : INSEE RGP 2015

38% des résidences principales étaient équipées en chauffage central individuel En 2015, contre 48 % pour la France métropolitaine.

Résidences principales ne disposant pas d'une douche ou d'une baignoire

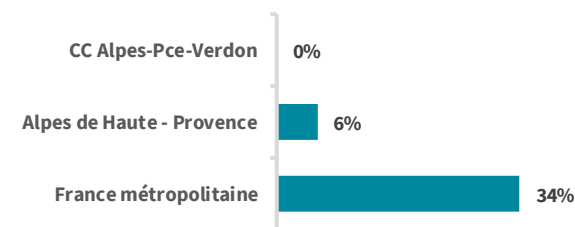


Nb de logements concernés : 163

Source : INSEE RGP 2015

En 2015, on totalisait 2,9% des logements qui n'étaient équipés ni d'une baignoire, ni d'une douche.

Part des locaux raccordables à la fibre (FttH) au 31/09/2018



Nb de locaux non raccordables : 0

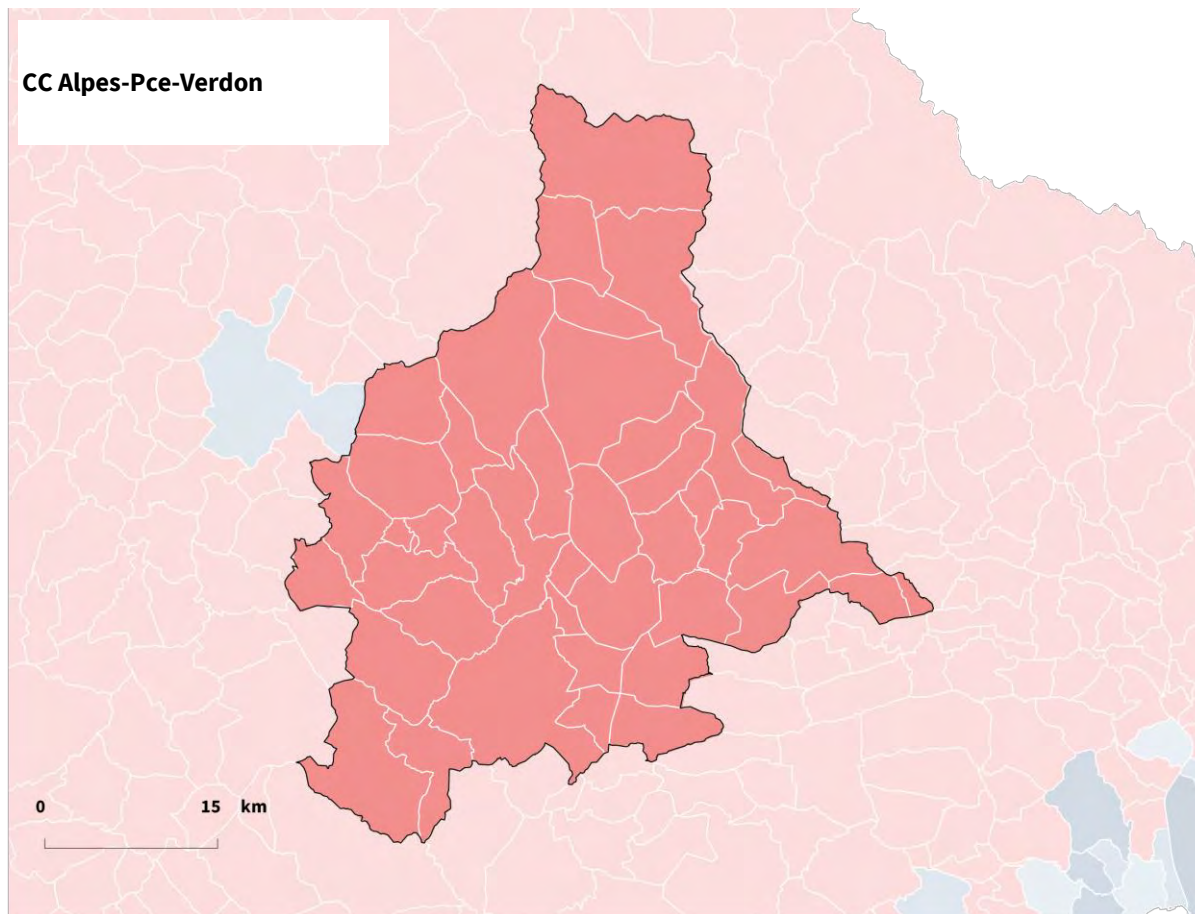
Source : ARCEP, septembre 2018

En juin 2018, 0% des locaux du territoire étaient raccordables à la fibre, contre 32% au niveau national.



LOCAUX RACCORDABLES A LA FTTH

Cartographie



Part des locaux raccordables à la fibre (FttH)





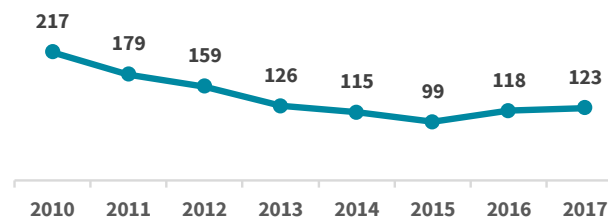
CONSTRUCTIONS

La base de données nationale Sit@del2 permet de consolider des éléments transmis par les centres instructeurs (collectivités et Etat).

Il est ainsi possible d'avoir une vision chronologique des autorisations de construction (de façon exhaustive) et des logements commencés (selon les déclarations opérées).

Le taux de construction annuel moyen pour 1 000 logements est un indicateur synthétique témoignant du dynamisme présent (ou non) sur le territoire.

Evolution du nombre de permis de construire de 2010 à 2017

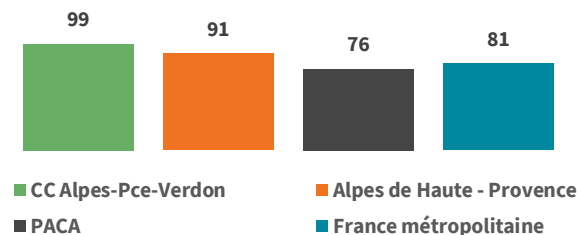


Nb logements autorisés en 2017 : 62

Source : base sit@del2, 2010-2017

En 2017, 123 permis de construire ont été enregistrés au sein de la base Sit@Del2.

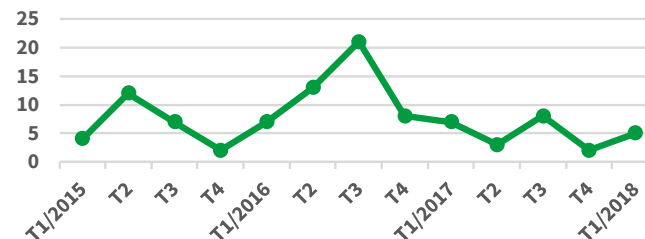
Surface moyenne des logements autorisés en 2015-2017 (en m²)



Source : base sit@del2, 2015-2017

Sur la période 2015-2017, la surface moyenne des logements autorisés était de 99 m².

Nombre de logements commencés par trimestre

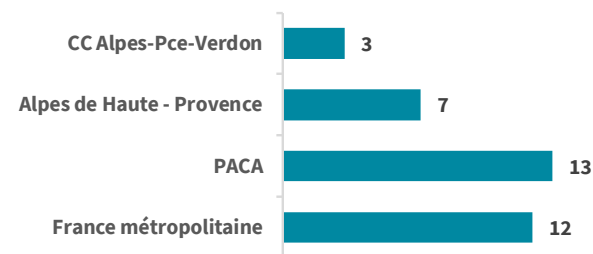


Nb total depuis 2015 : 99

Source : base sit@del2, 2015-2018

Au 1^{er} trimestre 2018, on totalise 5 logements commencés.

Taux de construction annuel moyen pour 1000 logements (2015-2017)



Source : base sit@del2 2015-2017 et INSEE 2015

Sur 2015-2017, le taux de construction annuel moyen pour 1 000 logements était de 3%.

7

EMPLOI



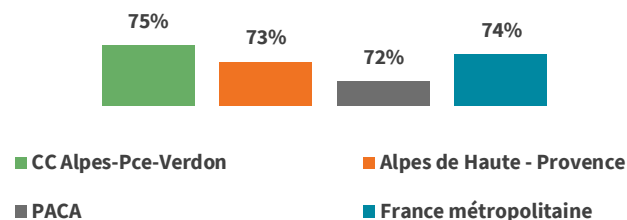


ACTIFS ET CHÔMEURS

Le taux d'activité est le rapport entre les individus en emploi ou en recherche d'emploi, et l'ensemble d'une population donnée.

Le taux de chômage revient au rapport entre le nombre de chômeurs et l'ensemble de la population active.

Taux d'activité des 15-64 ans

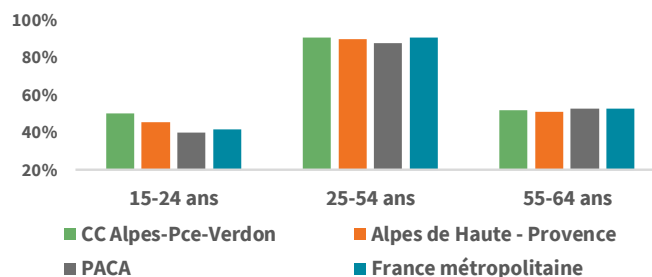


Nb d'actifs : 4 822

Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 75% des habitants étaient actifs, ce qui signifie qu'ils étaient en emploi ou en recherche d'emploi.

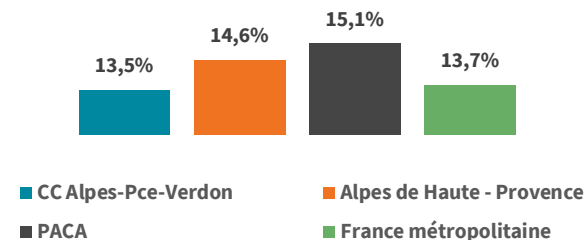
Taux d'activité par tranche d'âge



Source : INSEE RGP 2015

50% des 15-24 ans étaient actifs en 2015, contre 42 % pour la France métropolitaine.

Taux de chômage des 15-64 ans

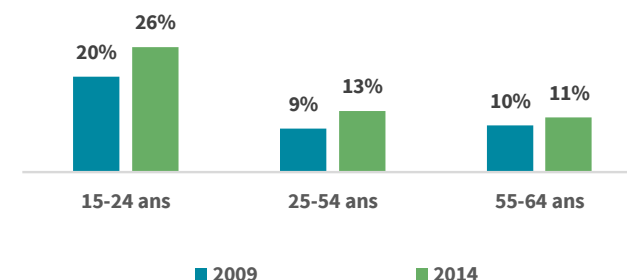


Nb de chômeurs : 653

Source : INSEE RGP 2015

En 2015, le taux de chômage était de 13,5% .

Taux de chômage par tranche d'âge



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 26% des 15-24 ans étaient au chômage, alors que ce chiffre était de 20% pour l'année 2010.

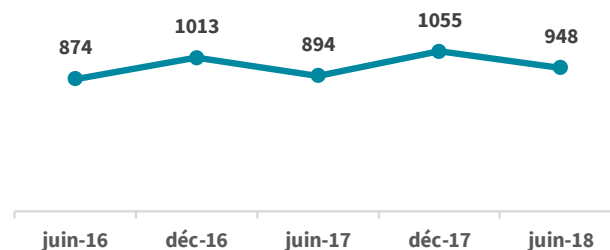


DONNÉES PÔLE EMPLOI

Pôle emploi diffuse en Open Data les données de ses demandeurs pour les communes de plus de 5 000 habitants, et l'ensemble des EPCI de France métropolitaine.

Ces dernières sont particulièrement actualisées par rapport aux statistiques de demandes d'emploi de l'INSEE, mais sont à prendre avec mesure du fait d'une forte volatilité.

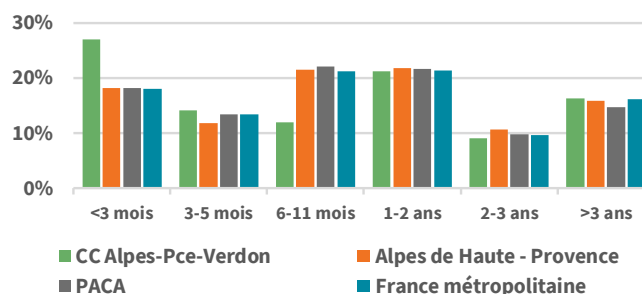
Evolution des inscrits à Pôle emploi de catégorie ABC depuis 2016



Source : Pôle Emploi, 2016-2018

En décembre 2017, le nombre de Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) de catégorie ABC était de 1055 dans le territoire précisé ci-dessus.

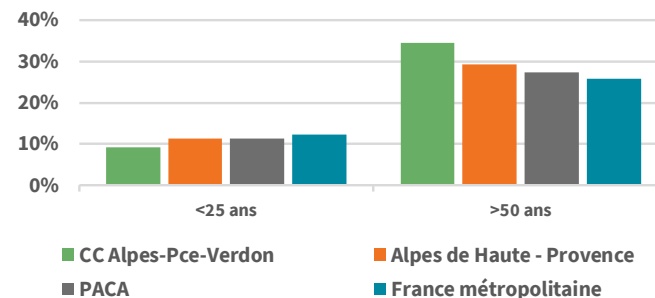
DEFM de cat. ABC par ancienneté d'inscription en décembre 2017



Source : Pôle Emploi, décembre 2017

En décembre 2017, 9% des DEFM de cat. ABC étaient inscrits à Pôle emploi depuis plus de 3 ans, contre 16% au niveau national.

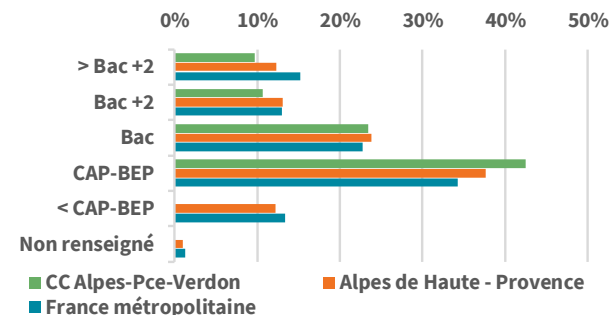
DEFM de cat. ABC par âge en décembre 2017



Source : Pôle Emploi, décembre 2017

En décembre 2017, 9% des DEFM de cat. ABC avaient moins de 25 ans, contre 12% au niveau national.

DEFM de cat. ABC par niveau de diplôme en décembre 2017



Source : Pôle Emploi, décembre 2017

En décembre 2017, 10% des DEFM de cat. ABC avaient un niveau de diplôme supérieur à BAC+2, contre 13% au niveau national.

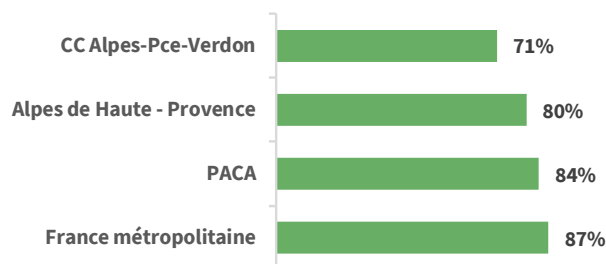


TYPLOGIE D'EMPLOIS

La part des actifs en CDI ou dans la fonction publique témoigne quant à elle de la stabilité de l'emploi.

Par ailleurs, le nombre d'actifs occupés pour un emploi permet d'identifier la capacité à trouver du travail au sein même de la commune de résidence. Cela a des incidences sur la mobilité quotidienne.

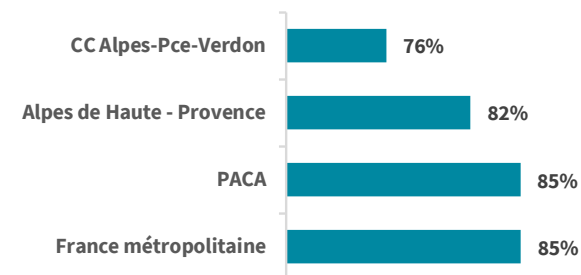
Part des salariés parmi les actifs occupés



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 71% des actifs occupés étaient salariés.

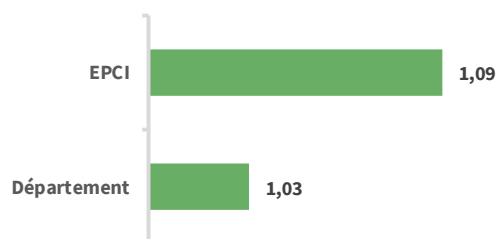
La part des salariés travaillant en CDI ou dans la fonction publique



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des actifs occupant un emploi « stable », c'est-à-dire en CDI ou dans la fonction publique, était de 76%.

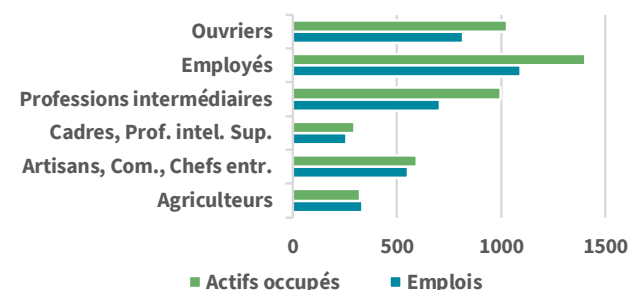
Nombre d'actifs occupés pour un emploi dans la commune de résidence



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, on comptabilisait 1,09 personnes actives résidant sur le territoire intercommunal, pour 1 emploi présent.

Nombre d'actifs pour un emploi dans la commune de résidence selon la CSP



Source : INSEE RGP 2015

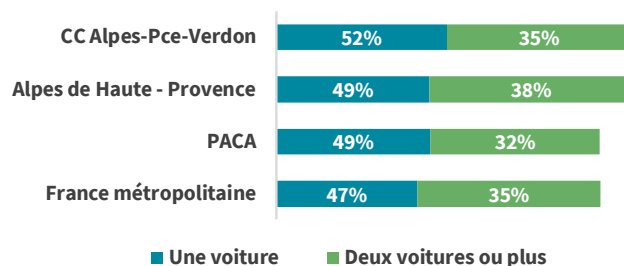
Pour la catégorie « employés », le nombre d'actifs pour 1 emploi était, en 2015, de 1,29.



ÉQUIPEMENTS DES MÉNAGES ET LIEU DE TRAVAIL

Une commune dont le nombre d'actifs recensé est plus important que les emplois présents connaîtra des « migrations pendulaires » élevées.

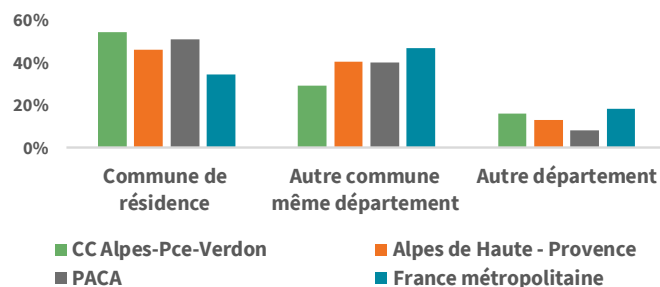
Taux d'équipement des ménages en voiture



Source : INSEE RGP 2015

87% des ménages avaient au moins une voiture en 2015.

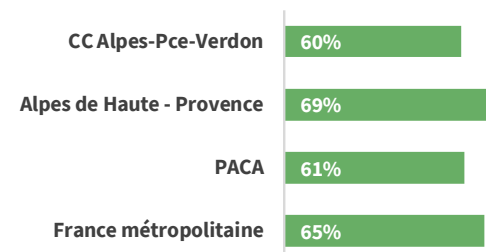
Lieu de travail des actifs occupés



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 55% actifs travaillaient dans leur commune de résidence.

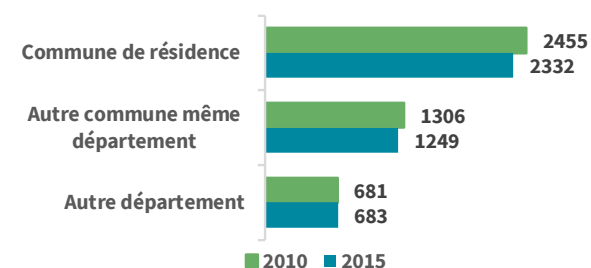
Part des ménages disposant d'au moins un parking



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 60% des ménages avaient un parking.

Lieu de travail des actifs occupés en 2010 et 2015



Source : INSEE RGP 2015

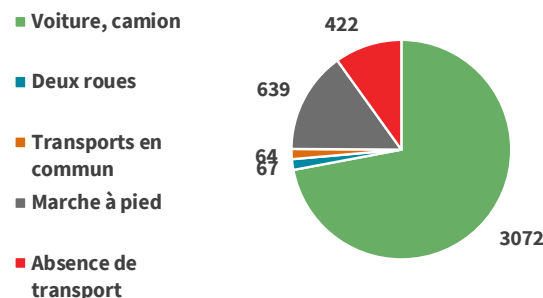
En 2015, 2 332 actifs travaillaient dans leur commune de résidence.



MODES DE TRANSPORTS

Le mode de déplacement utilisé pour se rendre au travail est souvent révélateur du niveau de développement des infrastructures routières ou de l'offre de transports en commun.

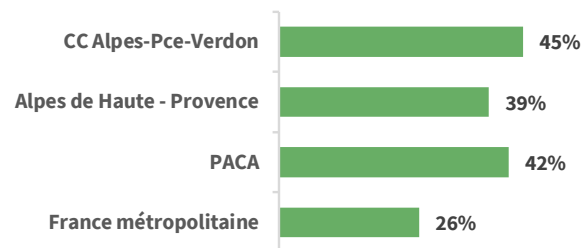
Moyen de transport des actifs occupés (nb)



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 67 personnes se déplaçaient en deux roues pour se rendre sur leur lieu de travail.

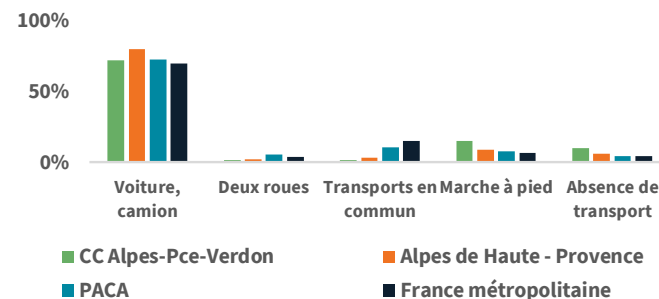
Part des actifs en voiture travaillant dans leur commune de résidence



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 45% des actifs qui travaillaient dans leur commune de résidence se rendaient à leur travail en voiture.

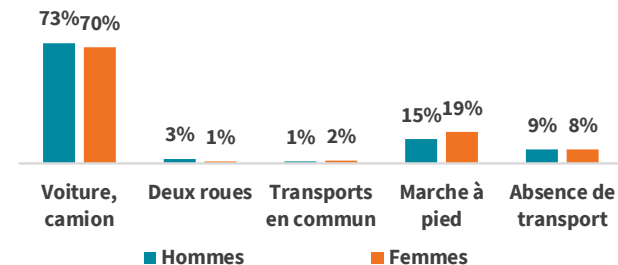
Moyen de transport des actifs occupés (%)



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, la part des actifs se déplaçant en voiture était de 72% contre 70% pour la France métropolitaine.

Moyen de transport par sexe



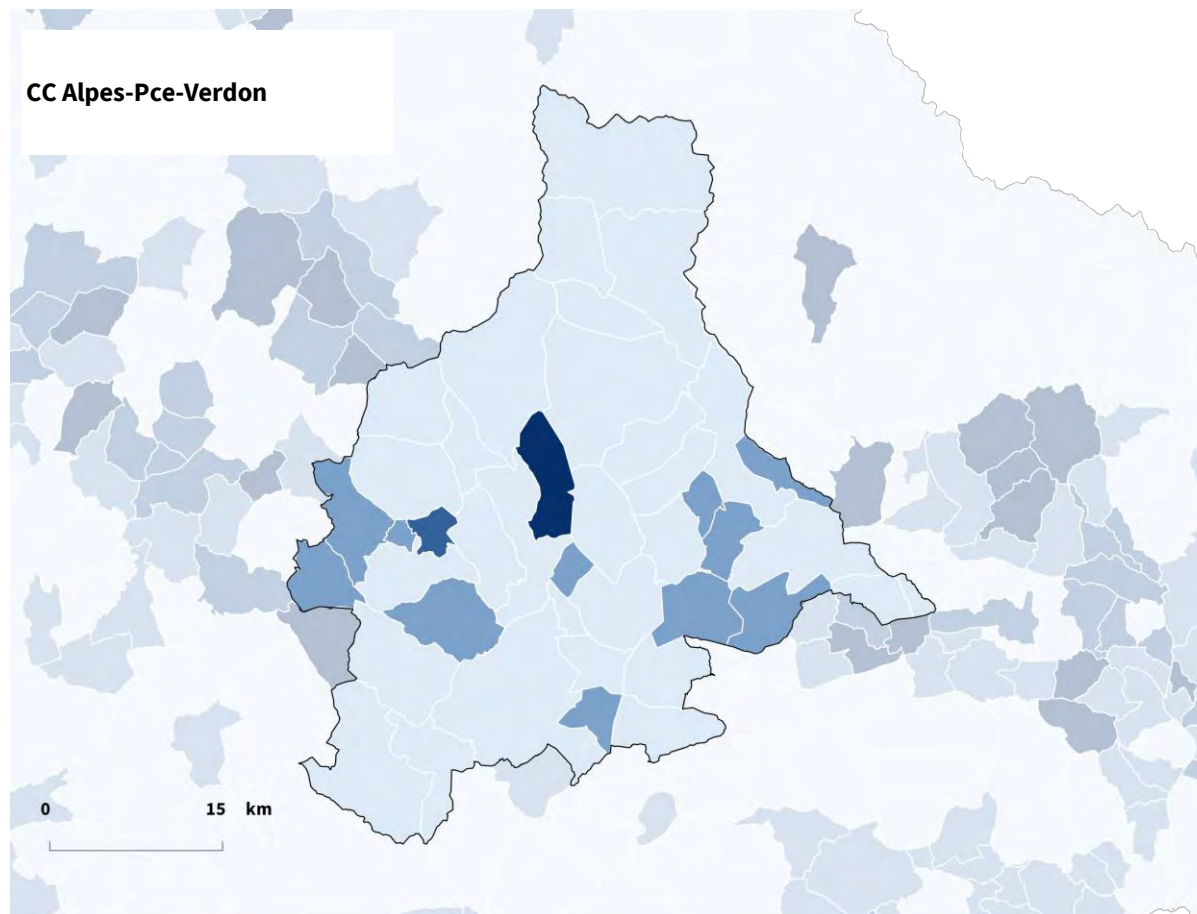
Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 19% des actives occupées se déplaçaient à pied pour se rendre au travail, contre 15% pour les hommes.



ACTIFS TRAVAILLANT EN DEHORS DE LA COMMUNE DE RÉSIDENTE

Cartographie



Part des actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence



8

REVENUS ET PRÉCARITÉ



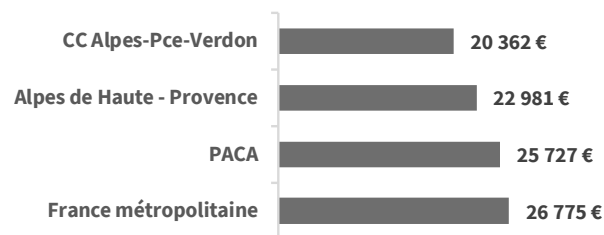


REVENUS DE LA POPULATION

Le revenu moyen et la part des foyers fiscaux imposés permettent de disposer d'une première vision de la richesse d'un territoire.

Ces éléments peuvent être affinés par le rapport interdécile, qui indique les niveaux d'inégalités présents (plus il est élevé, plus l'écart de revenus au sein d'une population donnée est élevé).

Revenu moyen des foyers fiscaux en 2016

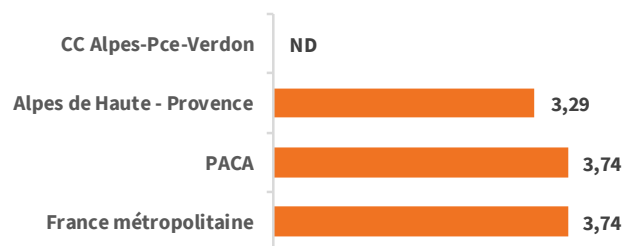


Revenu total de la population : **134 104 366 €**

Source : Dir. Générale des Finances Publiques - 2016

En 2016, le revenu moyen était de 20 362 € par foyer fiscal contre 25 874 € pour la France métropolitaine.

Le rapport interdécile en 2015

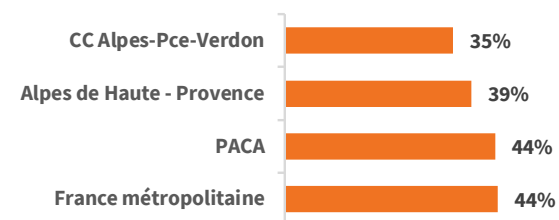


Source : base FiLoSoFi 2015

En 2015, le rapport interdécile était de 3,29 dans le département, contre 3,74 pour la France métropolitaine.

*ND : données non disponibles

La part des foyers fiscaux imposés en 2016

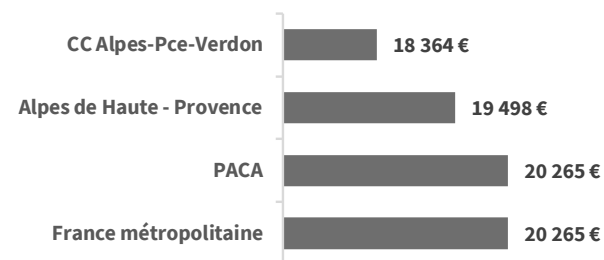


Nb de foyers fiscaux imposés : **2 307**

Source : Dir. Générale des Finances Publiques - 2016

En 2016, 35% des foyers fiscaux payaient l'impôt sur le revenu, contre 45 % au niveau national.

Le revenu médian en 2015



Source : base FiLoSoFi 2015

En 2015, le revenu médian était de 18 364 €, alors qu'il atteignait 20 265€ au niveau national.



FRAGILITÉ SOCIO ÉCONOMIQUE (1/2)

Il est aussi utile d'observer le revenu au 1er décile, c'est-à-dire du foyer fiscal le plus riche parmi les 10% les plus pauvres. En effet, cet indicateur témoigne (ou non) d'importants niveaux de fragilité.

Depuis le 1er janvier 2016, la prime d'activité est venue remplacer le RSA activité. Cette évolution a conduit à une baisse importante du nombre de bénéficiaires du RSA au niveau national.

Le revenu au 1er et au 9ème décile en 2015

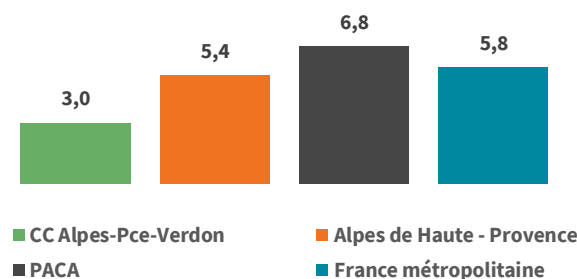


Source : base FiLoSoFi 2015

En 2015, le plus riche des ménage des 10% les moins riches déclarait un revenu annuel de 10 311 € dans le département, contre 10 013 € pour la France métropolitaine.

*ND : données non disponibles

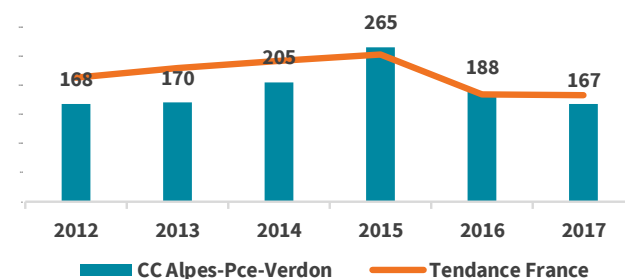
Foyers allocataires CAF au RSA pour 100 ménages en 2017



Source : Caf.data, 2017

En 2017, 3,0 foyers au le RSA étaient enregistrés pour 100 ménages présents sur le territoire.

Evolution des foyers allocataires CAF au RSA depuis 2012



Source : Caf.data, 2012-2017

En 2017, on totalisait 167 foyers CAF allocataires du RSA, soit un total de 399 personnes concernées par la prestation (parents et enfants).

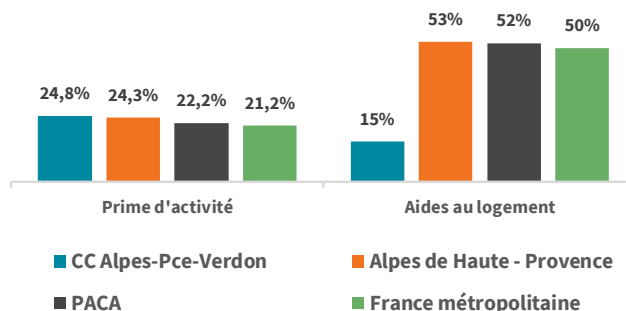


FRAGILITE SOCIO ECONOMIQUE (2/2)

La part de bénéficiaires de la prime d'activité permet d'avoir une vision sur le phénomène des « travailleurs pauvres », tout comme celles des bénéficiaires d'aides au logement.

La CAF dispose également d'autres indicateurs objectivant les évolutions de la précarité depuis 2012, que ce soit par la part des prestations sociales dans le revenu, ou la faiblesse de ce dernier (cf. mode de calcul des bas revenus sur cafdata.fr).

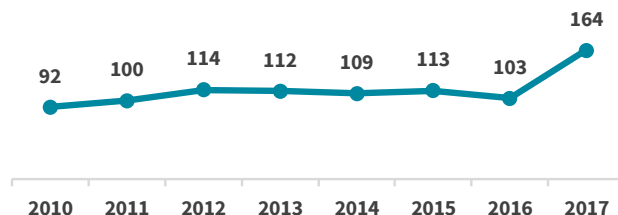
Bénéficiaires de la prime d'activité en 2017



Source : Caf.data, 2017

En 2017, 25% des allocataires CAF ont bénéficié de la prime d'activité, contre 21,2% au niveau national.

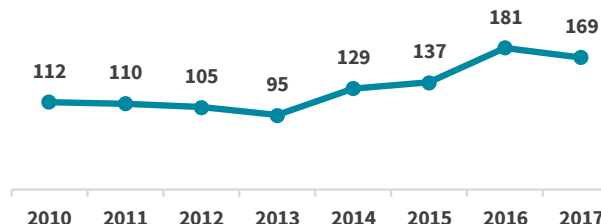
Foyers CAF dont le revenu est constitué entre 50% et 99% de prestations sociales depuis 2010



Source : Caf.data, 2017

En 2017, on totalisait 164 foyers dont le revenu était constitué entre 50% et 99% de prestations sociales.

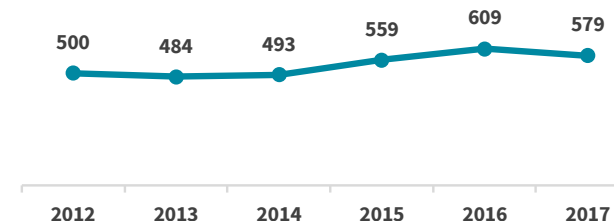
Foyers CAF dont le revenu est constitué à 100% de prestations sociales depuis 2010



Source : Caf.data, 2017

En 2017, on totalisait 169 foyers dont le revenu était constitué à 100% de prestations sociales.

Evolution des foyers CAF à bas revenu depuis 2012



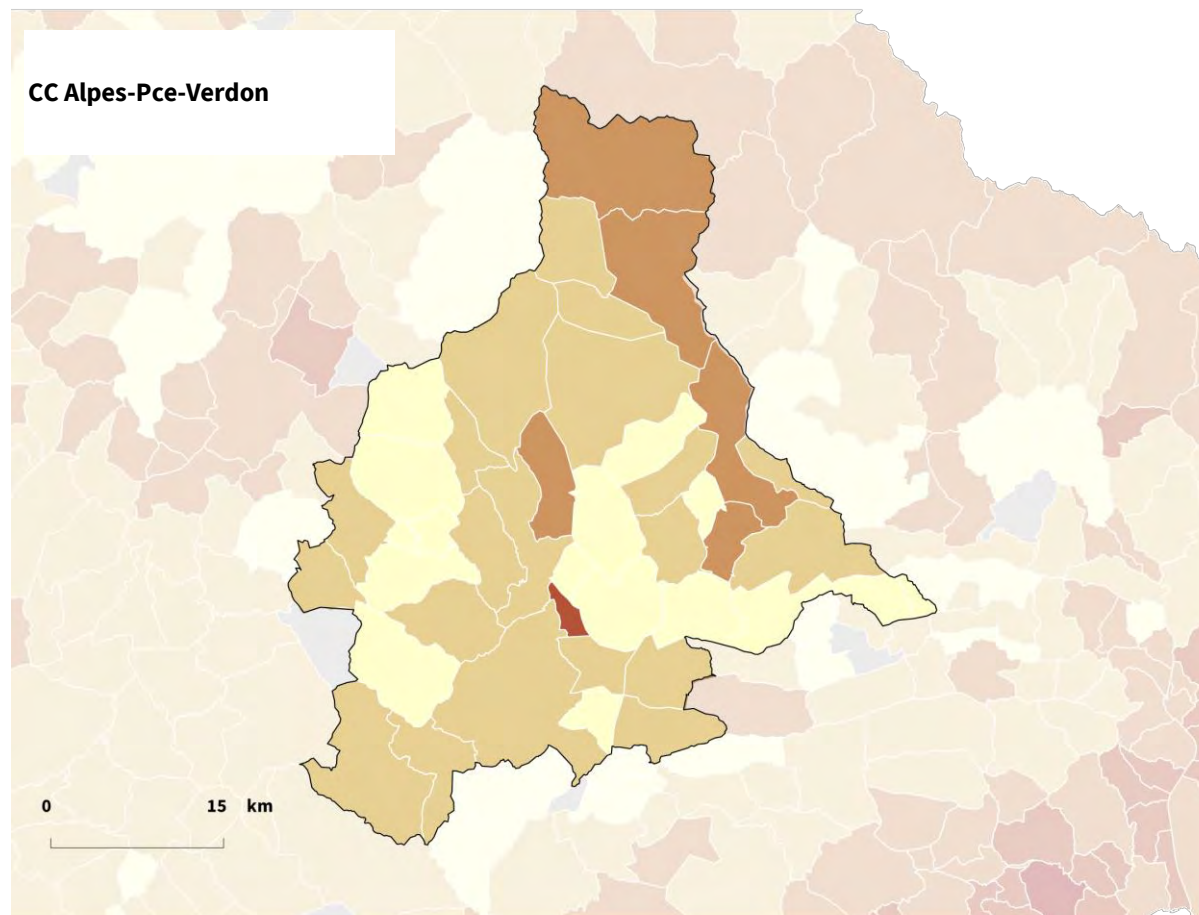
Source : Caf.data, 2017

En 2017, 579 foyers allocataires avaient des revenus bas au sens de la CAF.



FOYERS FISCAUX IMPOSÉS

Cartographie



Part des foyers fiscaux imposés



9

INEGALITÉS FEMMES / HOMMES





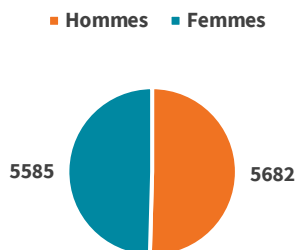
POPULATION

Les inégalités hommes/femmes sont encore fortement présentes en France et dans le monde.

Elles concernent la sphère domestique (partage des tâches inégal) mais aussi l'accès à l'emploi, à l'éducation, le monde du travail, la politique...

La pratique du sport est également un indicateur pertinent. Il peut être mobilisé via les données de l'Institut National de la Jeunesse et de l'Education Populaire (INJEP), qui présentent les licenciés sportifs par sexe.

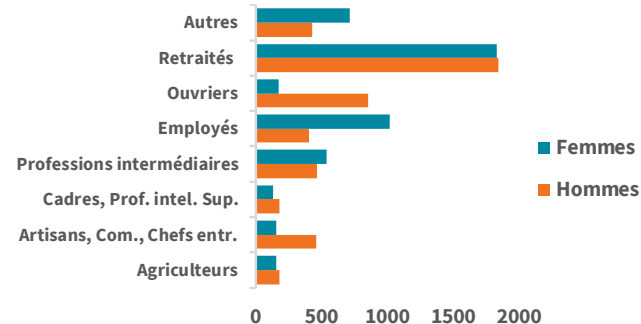
Population par sexe



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, le nombre de femmes présentes sur le territoire était de 5 585 .

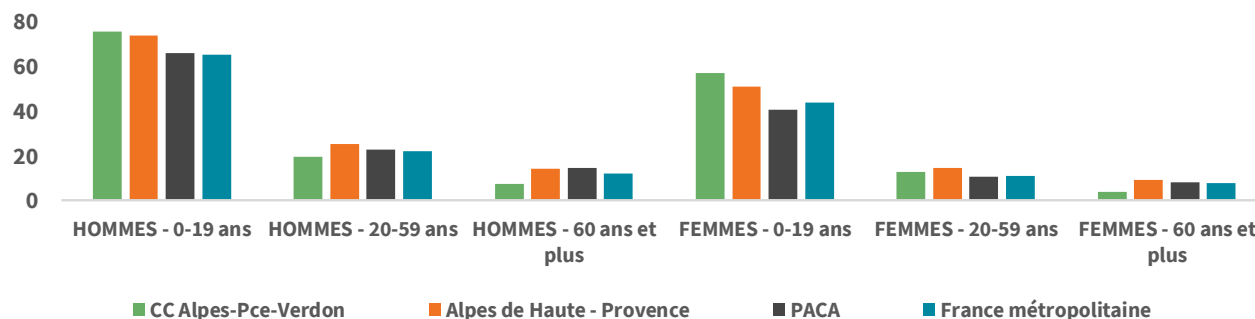
Population par catégorie socioprofessionnelle



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, les femmes représentaient 72% des individus de la catégorie employés.

Licenciés sportifs pour 100 habitants par sexe et tranches d'âge



Source : INJEP 2015

En 2015, il y avait 13 licenciés sportifs pour 100 femmes de 20 à 59 ans, contre 19 pour les hommes de la même tranche d'âges.

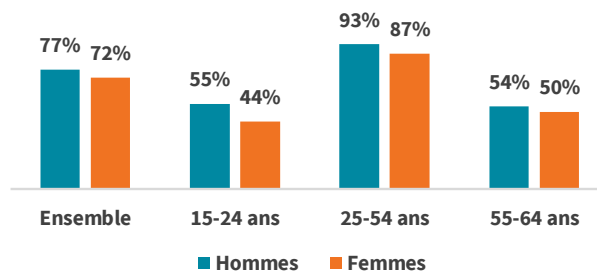


EMPLOI

L'emploi est une thématique où les inégalités femmes – hommes sont particulièrement marquées.

En plus d'un taux d'activité souvent moindre, le travail à temps partiel des femmes, parfois subi, est dans la majorité des territoires supérieur à celui des hommes.

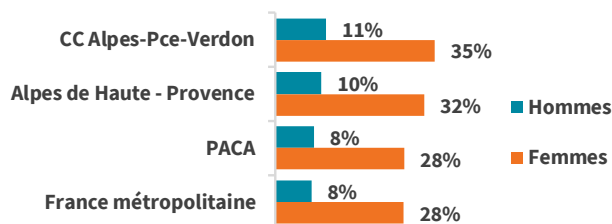
Taux d'activité par tranche d'âge



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, le taux d'activité des femmes de 55-64 ans était de 50% , contre 54% pour les hommes du même âge.

Le travail à temps partiel

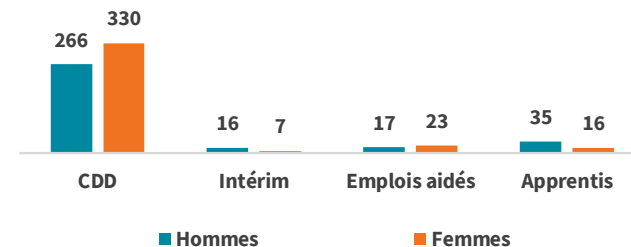


Nb femmes salariées à temps partiel : 524

Source : INSEE RGP 2015

35% des femmes salariées l'étaient à temps partiel en 2015, contre 28 % pour la France métropolitaine.

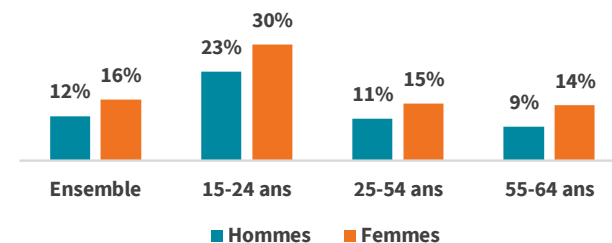
Les emplois précaires



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 55,4% des actifs occupés en CDD étaient des femmes.

Taux de chômage par tranche d'âge



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, le taux de chômage des femmes était de 16% .



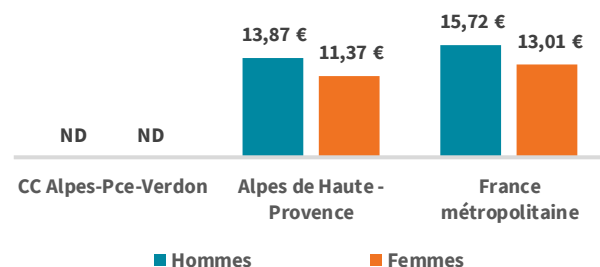
SALAIRE ET DIPLOME

Les écarts de salaires sont également un bon indicateur de la persistance ou non des inégalités hommes/femmes.

Concernant, le niveau d'éducation, la part des femmes diplômées de l'enseignement supérieur en France métropolitaine est aujourd'hui légèrement plus élevée que pour les hommes. Cela ne doit pas cacher un accès à certaines filières plus difficile pour les femmes (ex. classes préparatoires aux Grandes écoles, IUT, écoles d'ingénieur...).

Enfin, un autre indicateur, facilement vérifiable, est celui de l'engagement politique et de la fonction occupée en tant qu' élu(e) municipal !

Ecarts de salaires (à l'heure)

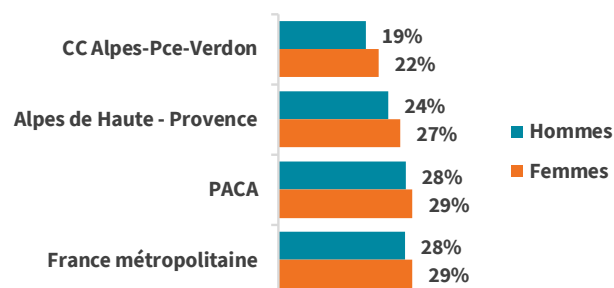


Source : INSEE DADS 2015

En 2015, dans le département, le salaire horaire moyen était de 11,37 € pour les femmes, contre 13,87 € pour les hommes.

*ND : données non disponibles

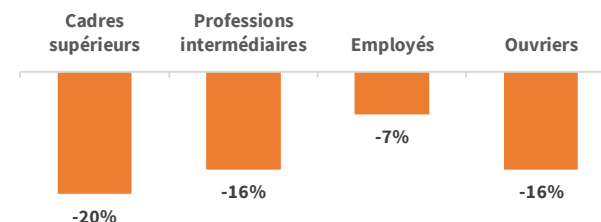
Diplômé(e)s de l'enseignement supérieur



Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 22% des femmes de 15 ans ou plus non-scolarisées étaient diplômées de l'enseignement supérieur.

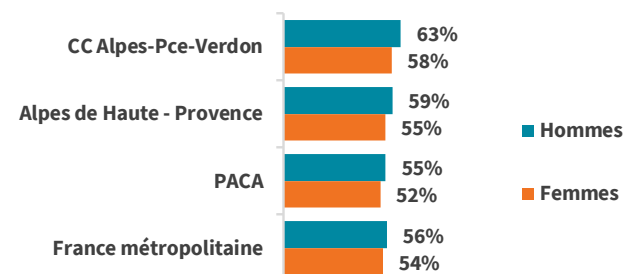
Ecarts de salaires des femmes par rapport aux hommes selon la CSP



Source : INSEE DADS 2015

En 2015, dans le département, une femme appartenant à la catégorie « professions intermédiaires » gagnait en moyenne 16% de moins qu'un homme de la même CSP (salaire net horaire).

Diplôme inférieur au BAC



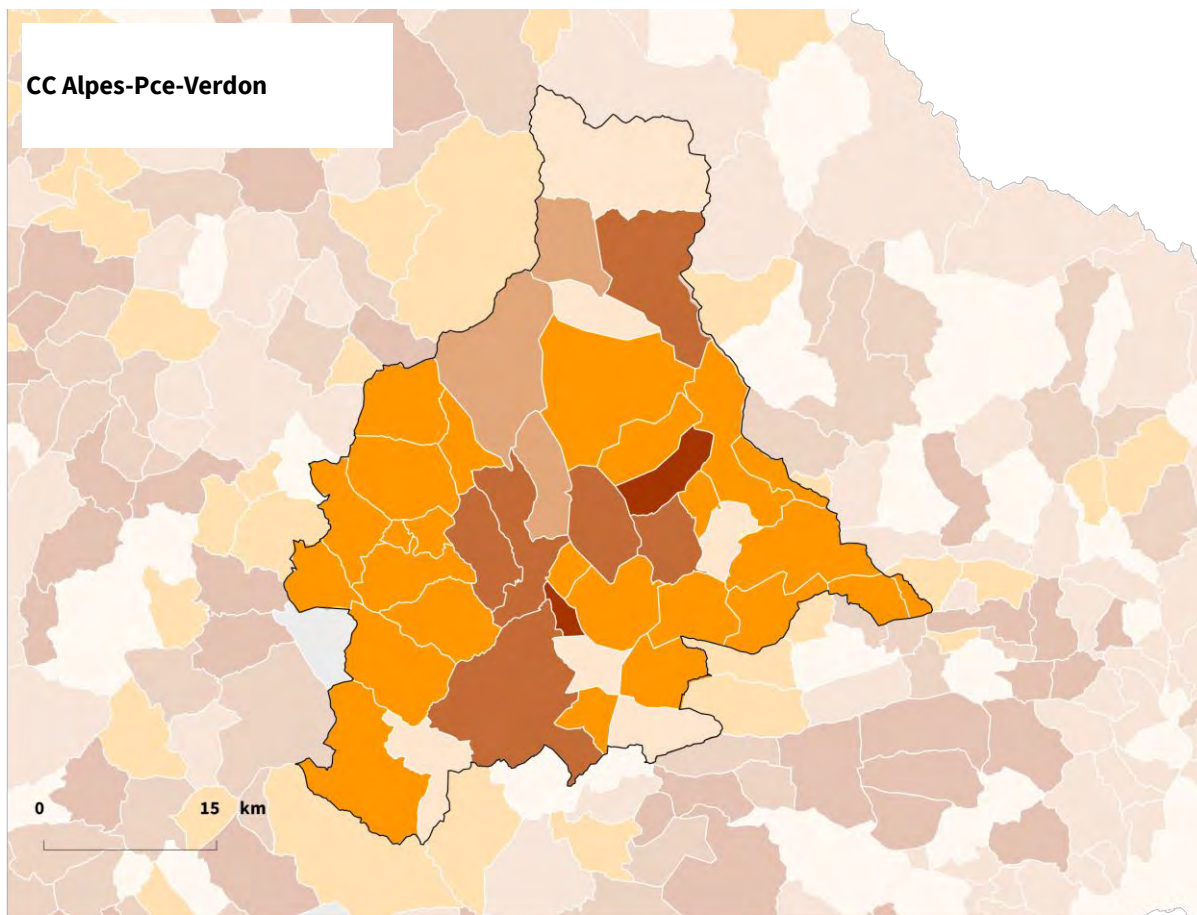
Source : INSEE RGP 2015

En 2015, 58% des femmes de 15 ans ou plus non-scolarisées avaient un diplôme inférieur au BAC.



FEMMES SALARIÉES A TEMPS PARTIEL

Cartographie



Part des femmes salariées à temps partiel



10

**SANTÉ ET
HANDICAP**



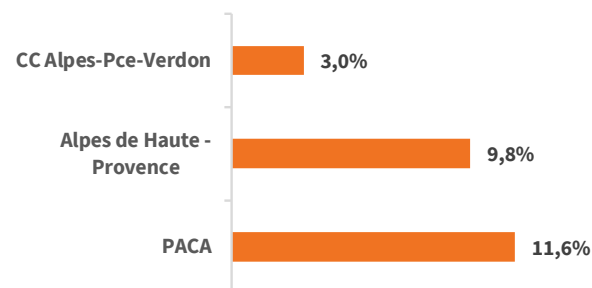


ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (1/2)

L'accès à la santé peut être évalué via trois indicateurs :

- Les bénéficiaires de la CMU-C et l'ACS (accès aux droits)
- Les assurés n'ayant pas déclaré de médecin traitant et donc potentiellement moins impliqués dans leur parcours de soins (accès aux soins)
- Le non recours aux soins, souvent révélateur de besoins en termes de santé préventive

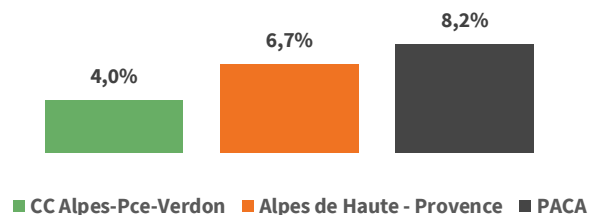
Bénéficiaires de la CMU-C en 2017



Source : Observatoires des fragilités - 2017

En 2017, la part des bénéficiaires de la CMU complémentaire parmi les assurés du Régime général de la Sécurité sociale était de 3,0% .

Les assurés du Régime général sans médecin traitant en 2017

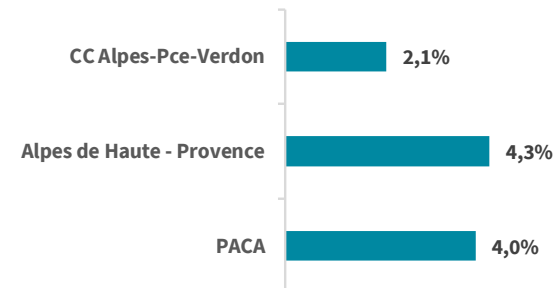


Nb de personnes sans médecin traitant : 217

Source : Observatoires des fragilités - 2017

En 2017, 4,0% des assurés du Régime général n'avaient pas de médecin traitant.

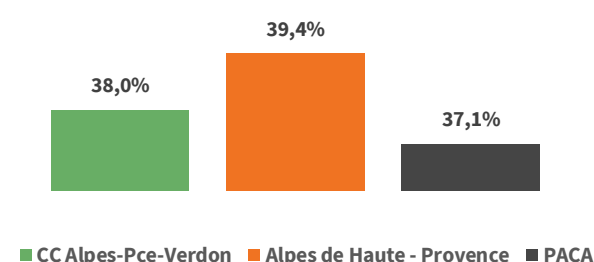
Bénéficiaires de l'ACS en 2017



Source : Observatoires des fragilités - 2017

En 2017, la part des bénéficiaires de l'Aide à la Complémentaire Santé parmi les assurés du Régime général de la Sécurité sociale était de 2,1% .

Les assurés du Régime général sans consultation dentaire depuis plus de 2 ans en 2017



Source : Observatoires des fragilités - 2017

En 2016, 38% des assurés du Régime général n'étaient pas allés chez le dentiste depuis au moins deux ans.



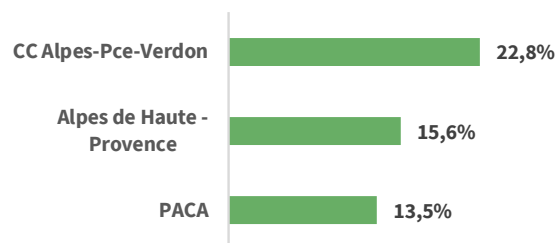
ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (2/2)

L'accès aux dispositifs de santé et d'accompagnement au handicap s'étudie également à travers le nombre de professionnels et de structures présentes sur le territoire communal.

La part des assurés en Affections de Longue Durée (ALD) correspond aux personnes présentant une situation médicale dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessite des traitements prolongés et parfois lourds.

Parmi les « autres professions médicales », on trouve les infirmiers, kinésithérapeutes, psychologues, podologues...

Les Affections de Longue Durée parmi les assurés du Régime général en 2017



Source : Observatoires des fragilités - 2017

En 2017, 22,8% des assurés du Régime général de la Sécurité sociale étaient en affection de longue durée.

Les professions médicales présentes en 2017

Généralistes	Spécialistes
10	1
Autres professions	Dentistes
31	4

Source : BPE 2017

En 2017, il y avait 10 médecins généralistes présents sur le territoire.

Taux d'équipement en professionnels de santé pour 10 000 habitants en 2017

	Généralistes	Spécialistes	Autres professions	Dont dentistes
CC Alpes-Pce-Verdon	8,9	0,9	27,5	3,6
Alpes de Haute - Provence	11,7	5,0	49,5	5,8
PACA	12,1	10,2	55,0	8,1
France métropolitaine	9,4	6,8	34,9	5,9

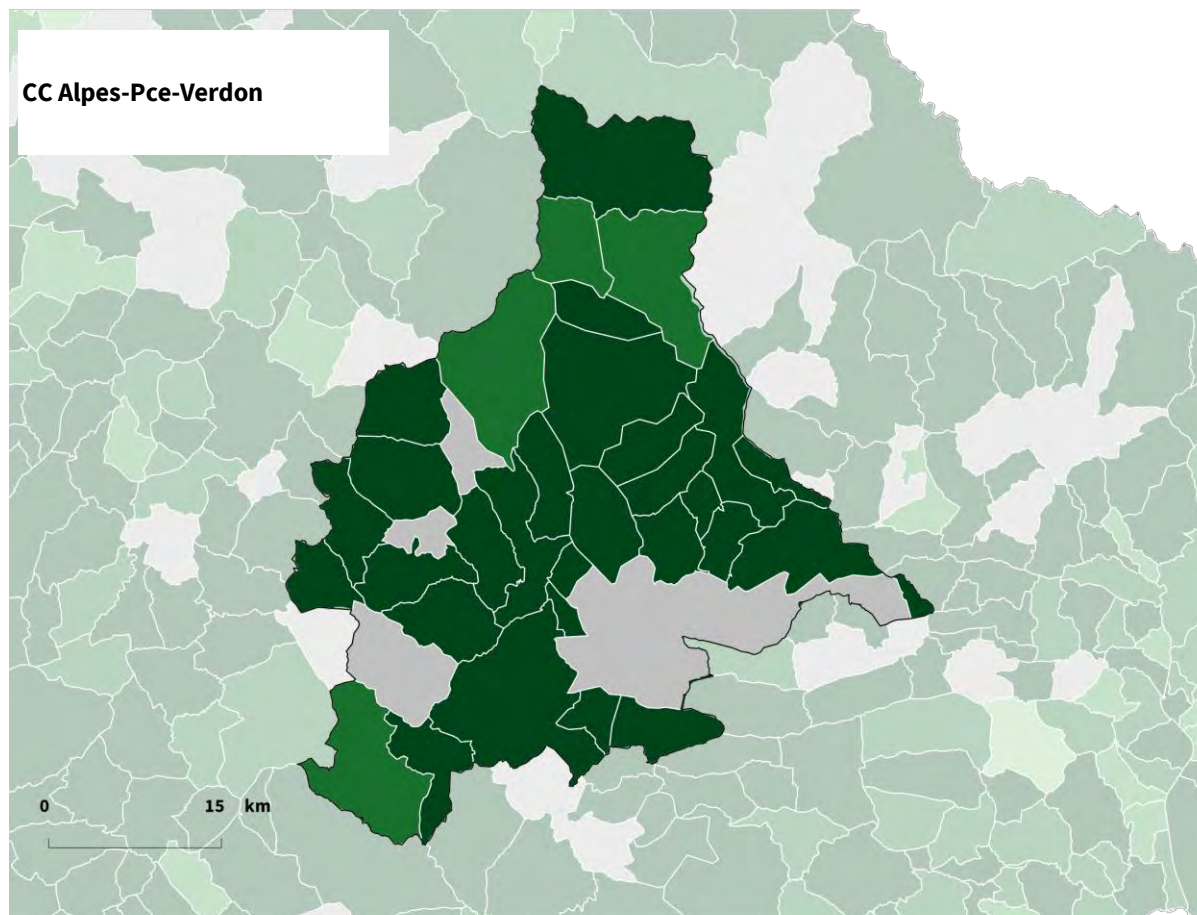
Source : BPE 2017

En 2017, il y avait 8,9 médecins généralistes pour 10 000 habitants contre 9,4 pour la France métropolitaine.



LES AFFECTIONS DE LONGUE DURÉE

Cartographie



Part des assurés du régime général en affection de longue durée



Source : Observatoire des fragilités, 2017

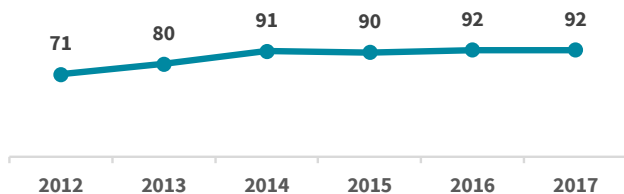


LE HANDICAP

Les besoins dans le champ du handicap sont complexes à identifier, et dépassent bien souvent les frontières d'une commune ou d'un EPCI.

Pour une bonne lecture de ces différents indicateurs, il est donc utile de noter deux choses. D'une part, l'augmentation du nombre de bénéficiaires de prestations handicap peut être liée à un meilleur repérage de ces derniers. D'autre part, d'importants taux d'équipements ne signifient pas forcément une facilité de prise en charge (au vu de la diversité des types de handicap existants).

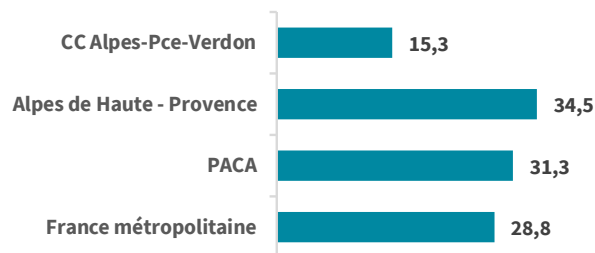
Les bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) depuis 2012



Source : Caf.data, 2012-2017

En 2017, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé était de 92

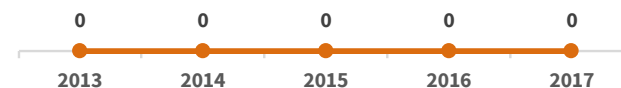
Nombre de bénéficiaires de l'AAH pour 1000 personnes de 20-64 ans en 2017



Source : Caf.data, 2017

En 2017, il y avait 15,3 bénéficiaires de l'AAH pour 1000 personnes de 20-64 ans, contre 28,8 pour la France métropolitaine.

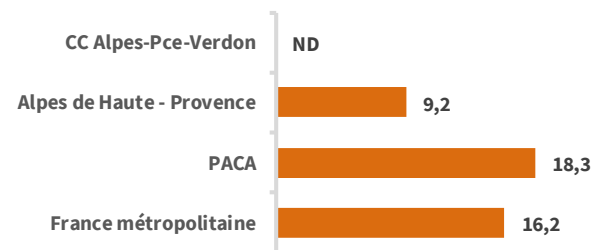
Les bénéficiaires de l'Allocation Education Enfance Handicapé (AEEH) depuis 2012



Source : Caf.data, 2012-2017

En 2017, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation Education Enfance Handicapé était de 0.

Nombre de bénéficiaires de l'AEEH pour 1000 moins de 19 ans en 2017



Source : Caf.data, 2017

En 2017, il y avait 9,2 bénéficiaires de l'AEEH pour 1000 personnes de 0-19 ans dans le département, contre 16,2 pour la France métropolitaine.

*ND : données non disponibles

11

ENTREPRISES





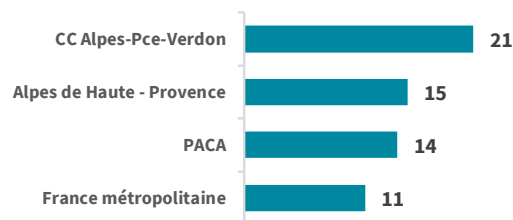
ENTREPRISES IMPLANTÉES

Depuis janvier 2017, l'intégralité de la base SIRENE est disponible en Open data. Cette formidable source d'informations permet d'avoir une vision extrêmement précise de la typologie des entreprises, leurs dates de création, ou encore leurs effectifs.

Sont ici comptabilisés l'ensemble des établissements productifs (notion de l'INSEE proche du terme « marchand »), en sachant qu'une entreprise peut contenir plusieurs établissements localisés dans différents lieux.

La typologie présentée est issue des codes NAF (Nomenclature d'activités française).

Nombre d'établissements productifs pour 100 habitants

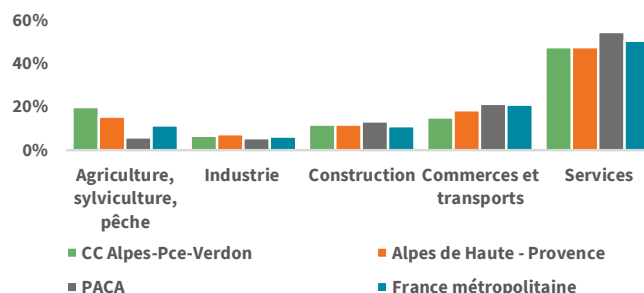


Nb d'établissements enregistrés dans SIRENE : 2 331

Source : Répertoire SIRENE, 1er mars 2018

En 2018, le territoire comptait 21 établissements productifs pour 100 habitants, contre 11 en France métropolitaine.

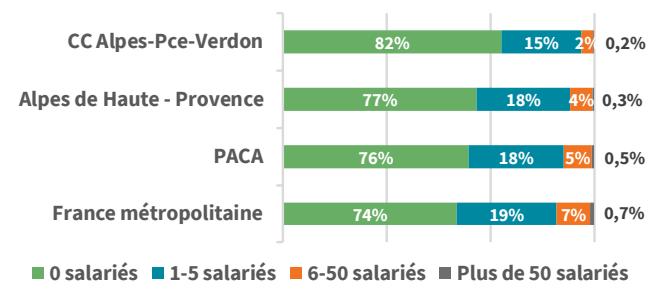
L'implantation des établissements productifs par secteur en 2018



Source : Répertoire SIRENE, 1er mars 2018

Au 1^{er} mars 2018, 15% des établissements productifs présents étaient des commerces.

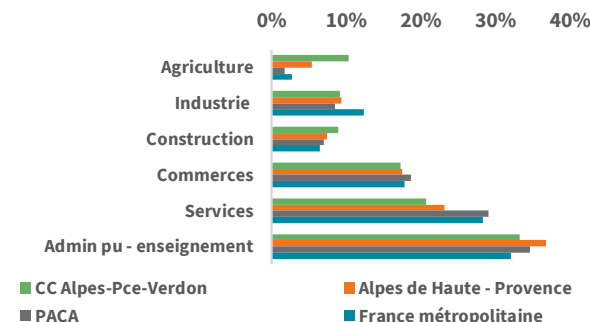
Le nombre de salariés par établissement en 2018



Source : Répertoire SIRENE, 1er mars 2018

Au 1^{er} mars 2018, 15% des établissements productifs avaient entre 1 et 5 salariés, contre 19% en France métropolitaine.

Les emplois présents dans le territoire par type, en 2015



Source : INSEE 2015

En 2015 (dernière donnée disponible), 33% des emplois présents sur le territoire étaient de la catégorie administration publique ou enseignement.

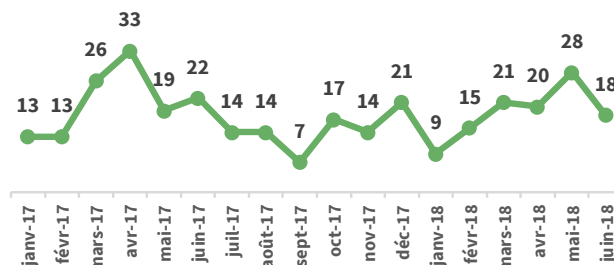


CRÉATIONS D'ENTREPRISES

La base SIRENE est actualisée chaque jour. Nous intégrons ainsi toute modification dans notre propre base de données.

Cela nous permet notamment de présenter les créations et fermetures d'établissements intervenues ces derniers mois.

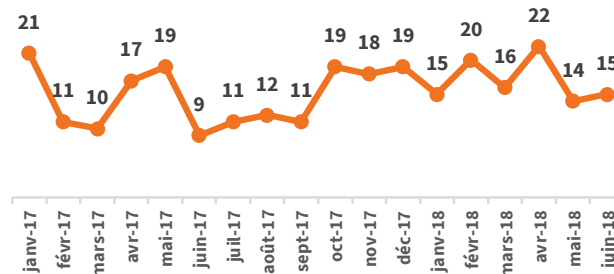
Créations d'établissements productifs depuis le 1er janvier 2017



Source : Répertoire SIRENE, 1er mars 2018

En 2017, 213 établissements productifs ont été créés.

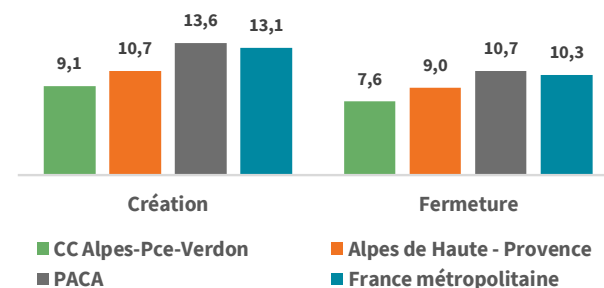
Fermetures d'établissements productifs depuis le 1er janvier 2017



Source : Répertoire SIRENE, 1er mars 2018

En 2017, 177 établissements productifs ont fermés.

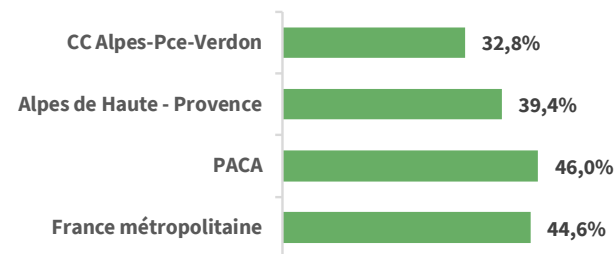
Taux de création et de fermeture en 2017



Source : Répertoire SIRENE, 1er mars 2018

Pour 100 établissements présents au 1^{er} mars 2018, il y en avait 9,1 de créés en 2017.

La part des établissements productifs créés depuis 2010



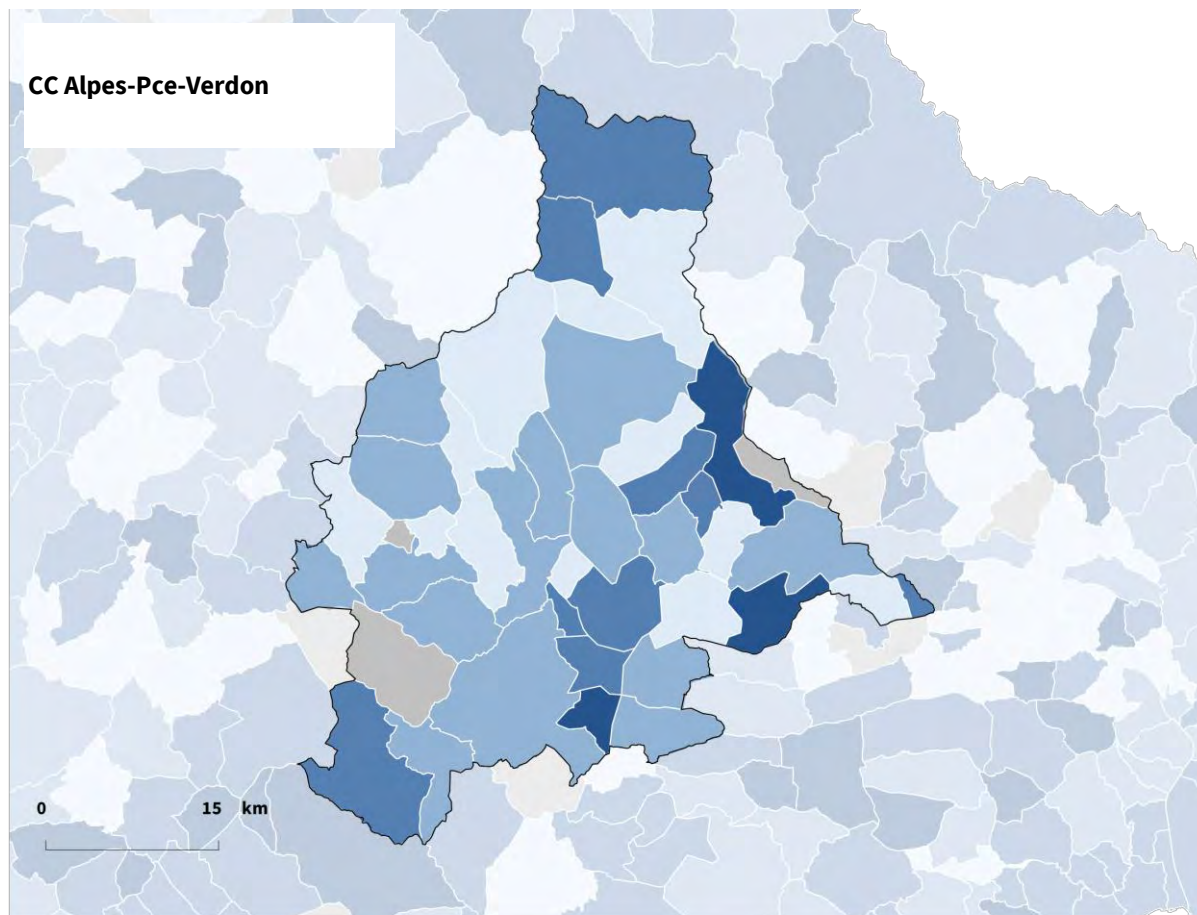
Source : Répertoire SIRENE, 1er mars 2018

Au 1^{er} mars 2018, 32,8% des établissements productifs avaient moins de 8 ans.



EMPLOIS LIÉS AUX SERVICES

Cartographie



Part des emplois du secteur des services par commune



12

TOURISME





PROFIL TOURISTIQUE

L'INSEE produit chaque année des données relatives au tourisme. Elles concernent principalement l'offre d'hébergement (nombre d'établissements et capacité d'accueil).

Il est également possible de mener une première analyse du caractère touristique du territoire au travers des emplois présents sur le territoire : une part importante de ces derniers dans l'hébergement et la restauration témoignera par exemple d'un important potentiel touristique.

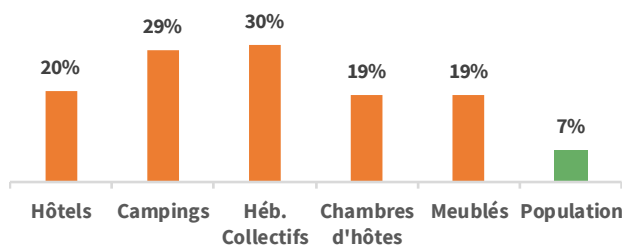
Tour d'horizon des équipements touristiques en 2018

Hôtels	Campings	Hébergements collectifs
37	43	48
Chambres d'hôtes	Meublés de tourisme	Total établissements
47	270	445

Source : CC Alpes-Pce-Verdon 2018

En 2018, on enregistrait 37 hôtels et 43 campings sur le territoire intercommunal.

La capacité d'accueil du territoire par rapport au département

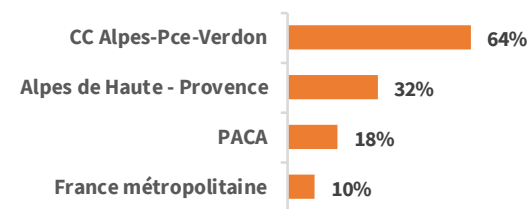


Poids hébergement marchand total de l'EPCI par rapport au département : 27 %

Source : CC Alpes-Pce-Verdon 2018 / INSEE 2018

En 2018, alors que le territoire intercommunal accueillait 7% de la population du département, il accueillait aussi 30 % des hébergements collectifs.

La part des résidences secondaires dans l'ensemble des logements

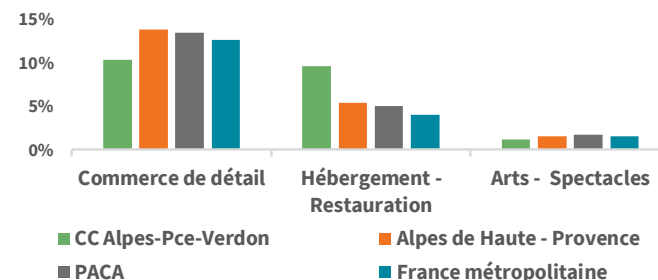


Résidences secondaires dans l'EPCI en 2018 : 17 789
(nombre de lits estimés : 58 953)

Source : INSEE RGP 2015 / CC Alpes-Pce-Verdon 2018

En 2015, 64 % des logements de l'EPCI étaient des résidences secondaires, contre 10 % pour la France métropolitaine.

La représentativité des emplois en lien avec le tourisme



Source : INSEE 2015

En 2015, 10% des emplois étaient dans les secteurs de l'hébergement et de la restauration.



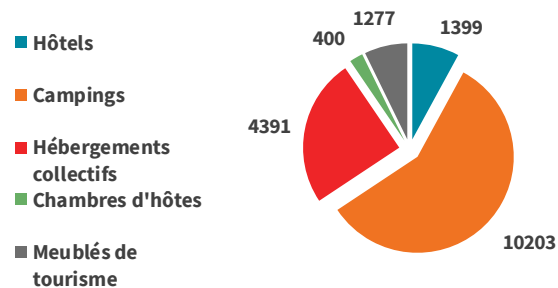
HEBERGEMENT ET FREQUENTATION

L'INSEE classe les hébergements touristiques en plusieurs catégories :

- Hôtels
- Campings
- Résidences de tourisme et Villages Vacances (ex. Center Parc, Pierre et vacances, Club Méditerranée...)
- Auberges de jeunesse

Or, cette nomenclature cache une offre très diverse, qu'il convient d'appréhender finement au préalable de toute stratégie touristique.

Capacité d'accueil des hébergements par type en nombre de lits en 2018

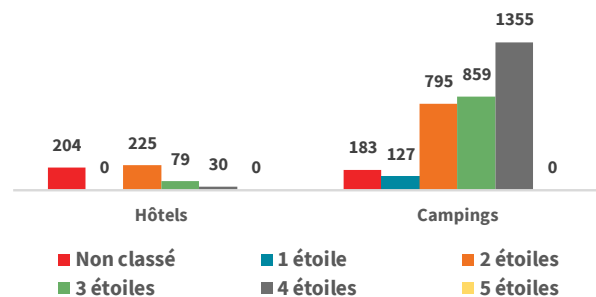


Total lits marchands dans l'EPCI : 17 670

Source : CC Alpes-Pce-Verdon 2018

En 2018, on totalisait 400 lits en chambres d'hôtes sur le territoire intercommunal.

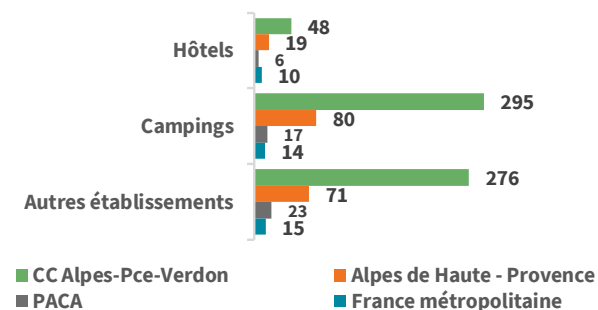
Classement des hôtels et campings en 2018



Source : INSEE 2018

En 2018, 79 chambres étaient situées au sein d'un hôtel 3 étoiles.

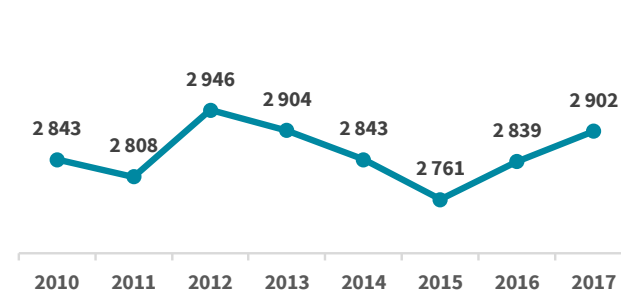
Capacité d'accueil des établissements d'hébergement pour 1 000 habitants en 2018



Source : INSEE 2018

En 2018, selon l'INSEE, le territoire comptait 295 emplacements de camping pour 1 000 habitants contre 13 en France métropolitaine.

Evolution des nuitées dans le département (en milliers) depuis 2010



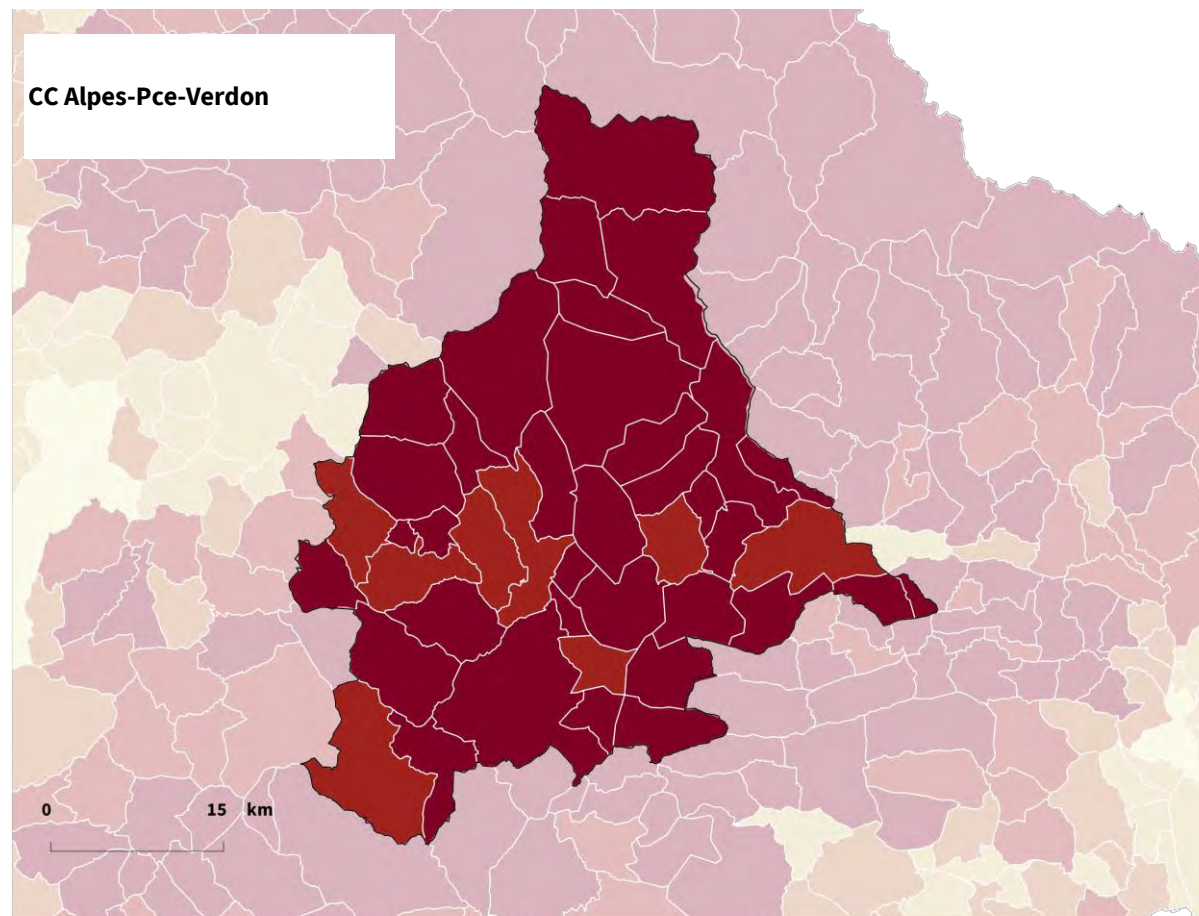
Source : INSEE 2010-2017

En 2017, le nombre de nuitées du département tous modes d'accueil confondus était de 2 902 milliers.



RÉSIDENCES SECONDAIRES

Cartographie



Part des résidences secondaires dans l'ensemble des logements



13

VIE LOCALE



LES SERVICES DE PROXIMITÉ

Même si les frontières communales ne reflètent pas toujours des bassins de vie, les taux d'équipements en commerces de proximité permettent de nourrir une première réflexion sur la facilité d'accès aux services du quotidien pour les habitants.

Les commerces et les services présents sur le territoire

Boulangerie	Boucherie charcuterie	Poissonnerie	Magasin alimentaire	Pharmacie
20	7	1	31	8
Restaurant	Poste	Banque, caisse d'épargne	Librairie journaux	Station service
152	16	10	7	8

Source : BPE 2017

En 2017, le territoire accueillait notamment 16 points de contact de la Poste.

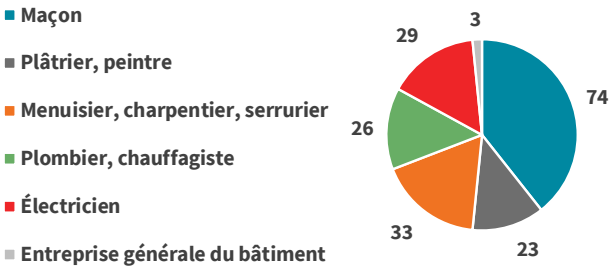
Taux d'équipement de certains services du quotidien (pour 1 000 habitants)

	Boulangerie	Magasins alimentaires	Banques, caisses d'épargne
CC Alpes-Pce-Verdon	1,78	2,75	0,89
Alpes de Haute - Provence	1,15	1,26	0,59
PACA	0,88	0,90	0,54
France métropolitaine	0,72	0,68	0,51

Source : BPE 2017

En 2017, le nombre de boulangeries présentes pour 1000 habitants était de 1,78, contre 0,72 pour la France métropolitaine.

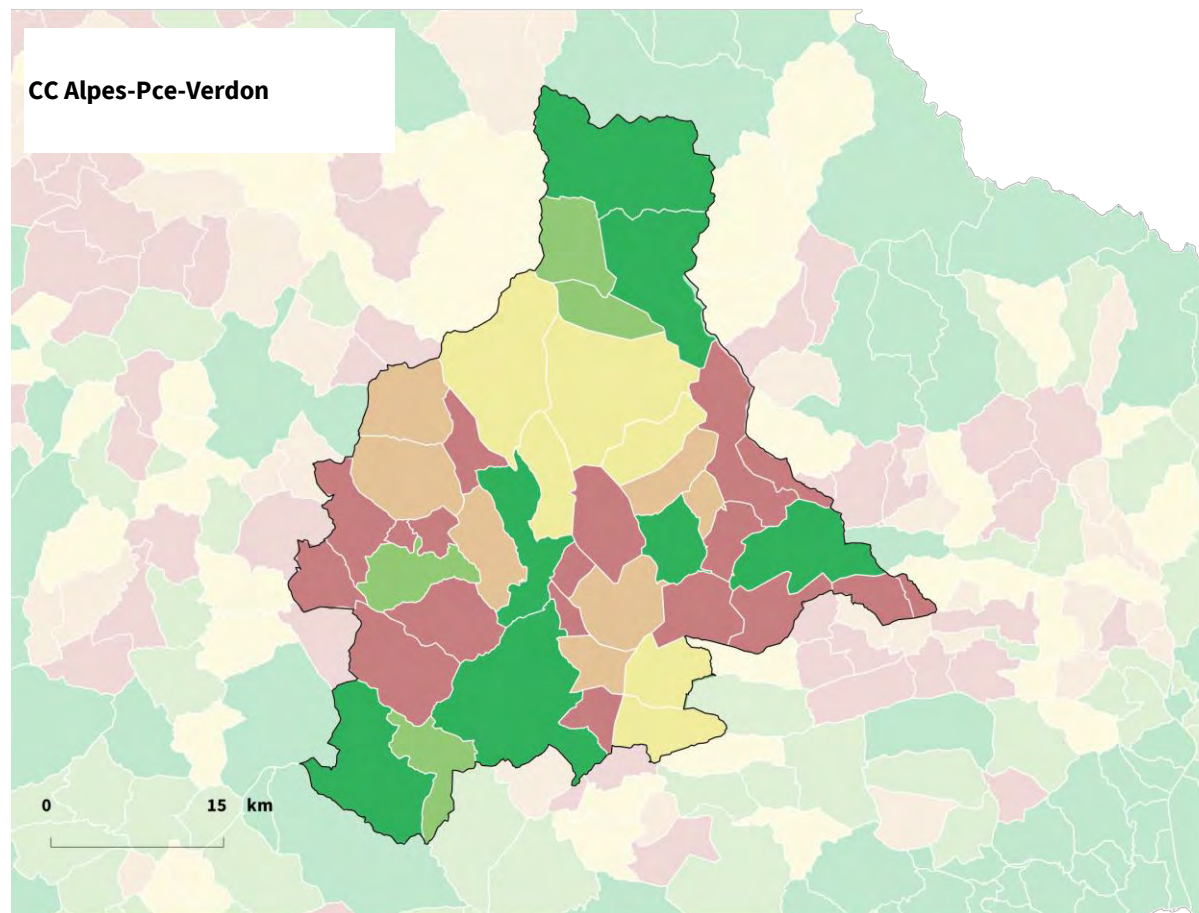
Les artisans présents par type



Source : BPE 2017

En 2017, on comptait 26 plombiers-chauffagistes.

LES COMMERCES DE PROXIMITÉ



Nombre de commerces de proximité par commune

- | | |
|---|--|
| Aucun commerce | Entre 5 et 15 commerces |
| Un commerce | Plus de 15 commerces |
| Entre 2 et 5 commerces | Non disponible |

Parmi : boulangerie, poissonnerie, boucherie, alimentation, presse, pharmacie, restaurant, poste, banque, station service

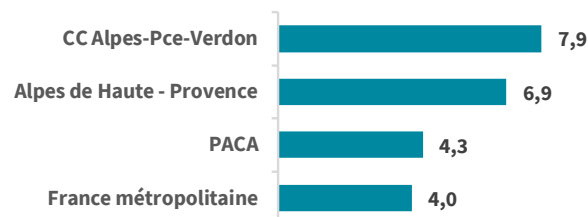
Source : Base permanente des équipements, INSEE 2017

LES ASSOCIATIONS

Comme la base SIRENE, le Répertoire National des Associations (RNA) est accessible depuis peu.

S'il ne permet pas encore de dresser une typologie des associations, il offre toutefois des éléments sur le nombre d'associations présentes ou encore leur date de création.

Nombre d'associations pour 100 habitants

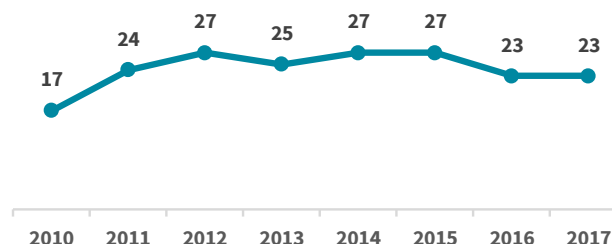


Nb d'associations enregistrées au RNA : 891

Source : Répertoire National des Associations, 1^{er} février 2018

Au 1^{er} février 2018, on comptait 7,9 associations pour 100 habitants, contre 4 en France métropolitaine.

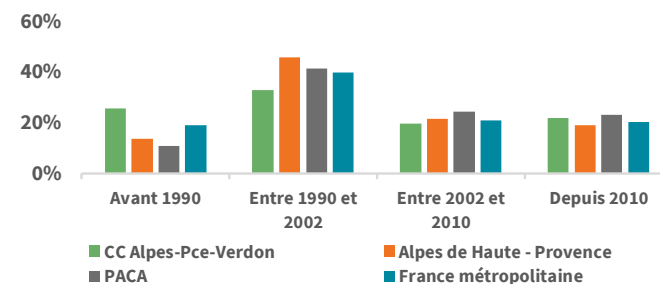
Associations créées depuis 2010



Source : Répertoire National des Associations, 1^{er} février 2018

Depuis 2010, 24 associations sont créées en moyenne chaque année.

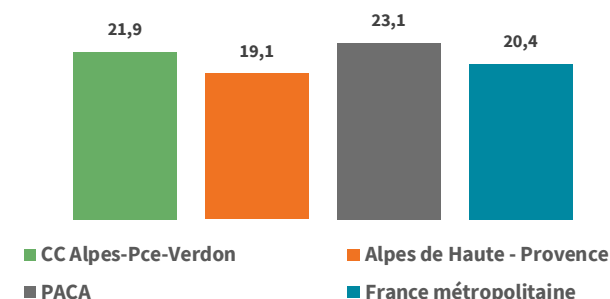
Date de création des associations au 1^{er} février 2018



Source : Répertoire National des Associations, 1^{er} février 2018

Au 1^{er} février 2018, 25% des associations présentes sur le territoire avaient été créées avant 1990, contre 17% en France métropolitaine.

Taux de création d'associations depuis 2010

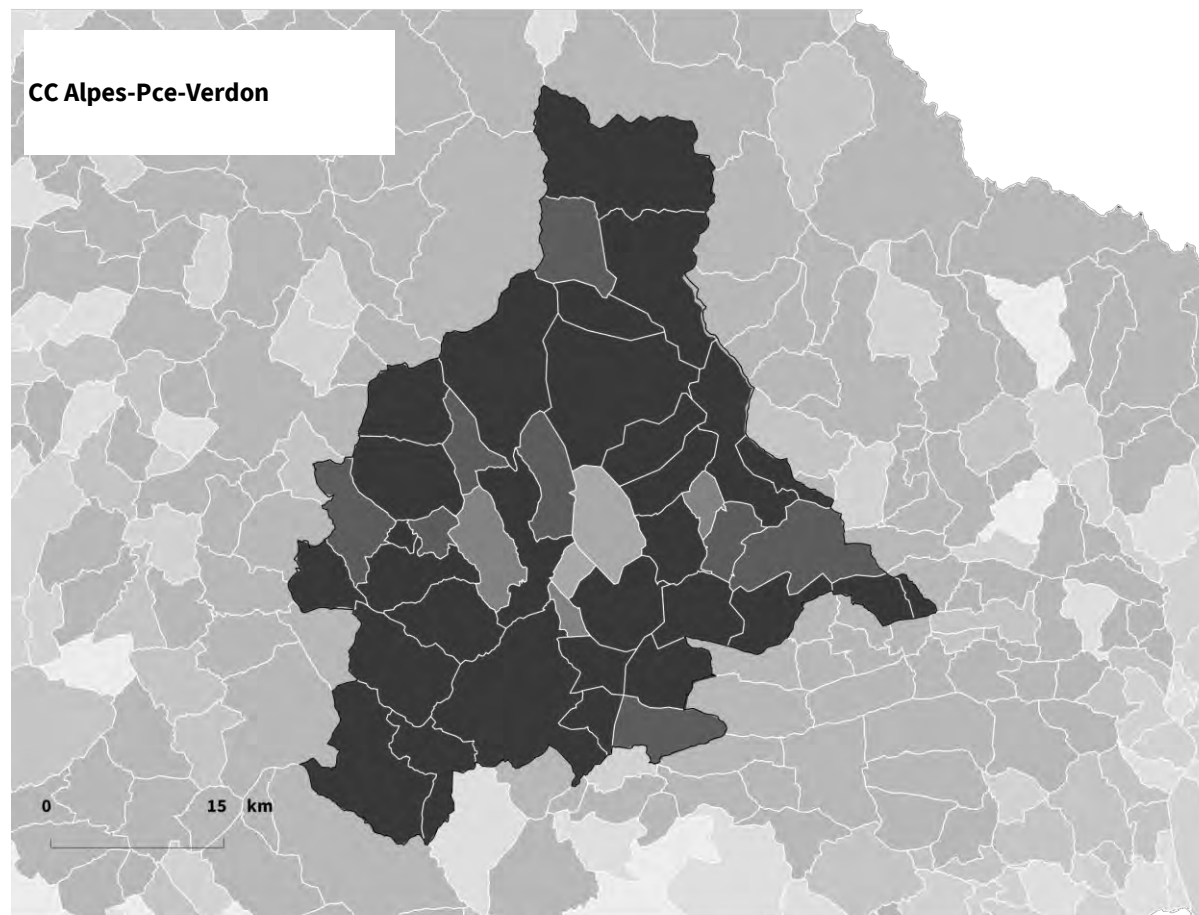


Source : Répertoire National des Associations, 1^{er} février 2018

Depuis 2010, 21,9 associations ont été créées pour 100 associations existantes au 1^{er} février 2018, contre 20,4 pour la France métropolitaine.

DYNAMISME ASSOCIATIF

Cartographie



Nombre d'associations pour 100 habitants



Source : Répertoire National des Associations, mai 2018

14

SECURITÉ



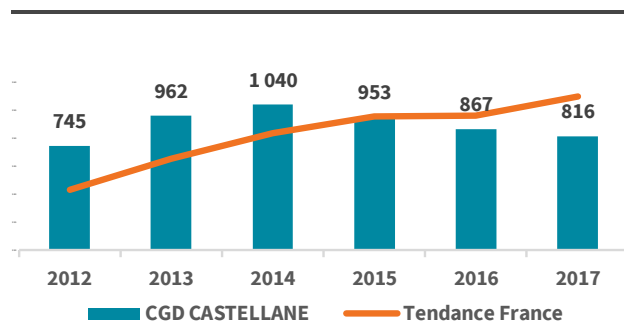


CRIMES ET DELITS (1/2)

Le Ministère de l'intérieur diffuse le nombre de crimes et délits enregistrés par la police et la gendarmerie depuis 2012.

Contrairement aux autres indicateurs du Portrait, ces données sont présentées à l'échelle du Commissariat ou de la Gendarmerie dont dépend le territoire intercommunal.

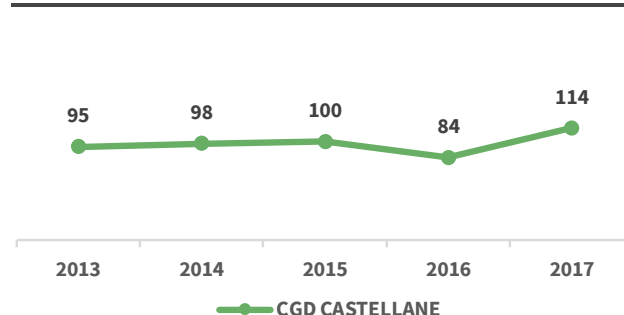
Evolution des crimes et délits de 2012 à 2017



Source : Ministère de l'intérieur, 2012-2017

En 2017, le nombre total de crimes et délit enregistrés était de 816.

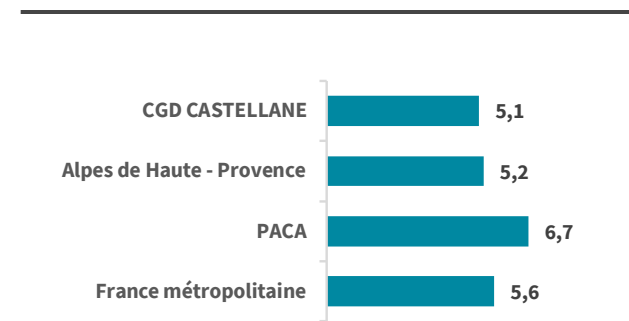
Evolution des homicides et violences physiques sur personnes de 2013 à 2017



Source : Ministère de l'intérieur, 2013-2017

En 2017, le nombre d'homicides et de violences physiques sur personnes (tous types) était de 114.

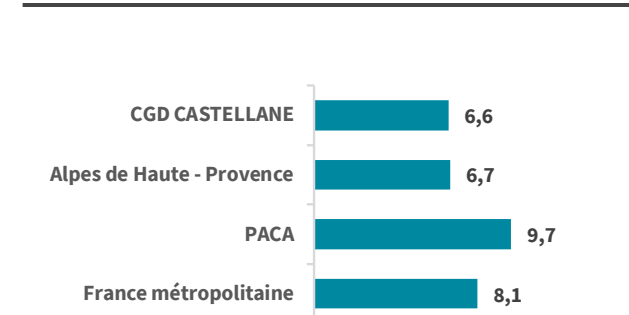
Nombre de crimes et délits pour 1000 habitants



Source : Ministère de l'intérieur, 2017

En 2017, on totalisait 5,1 crimes et délits pour 1000 habitants, contre 5,6 au niveau national.

Homicides et violences physiques pour 1 000 habitants



Source : Ministère de l'intérieur, 2012-2017

En 2017, on totalisait 6,6 homicides et violences physiques pour 1000 habitants, contre 8,1 au niveau national.



CRIMES ET DELITS (2/2)

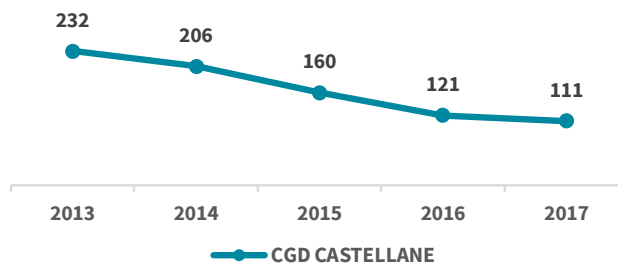
Les chiffres présentés ci-contre ne reprennent pas l'ensemble des crimes et délits qui se sont produits, mais ceux enregistrés par les forces de l'ordre.

Ils peuvent ainsi varier selon :

- La part des victimes portant plainte, également variable dans le temps
- Les consignes données aux forces de police (y compris locales)

Ces données sont donc à prendre particulièrement avec précaution.

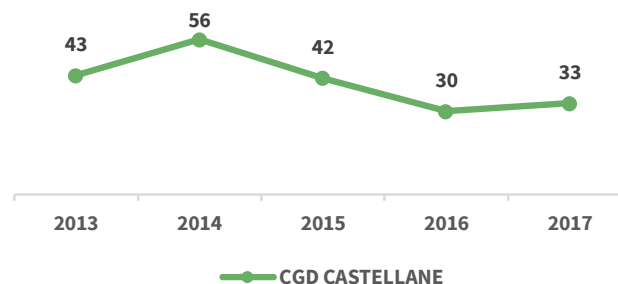
Evolution des vols liés à l'automobile de 2012 à 2017



Source : Ministère de l'intérieur, 2012-2017

En 2017, 111 vols liés à l'automobile ont été enregistrés.

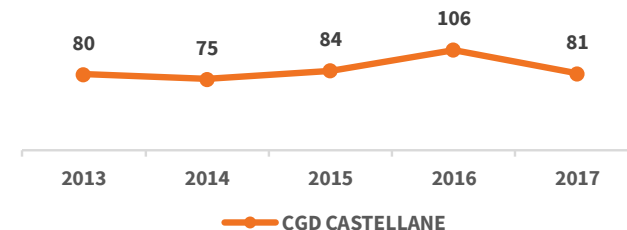
Dégradations de biens de 2012 à 2017



Source : Ministère de l'intérieur, 2012-2017

En 2017, le nombre total de dégradations de biens publics ou privés était de 33.

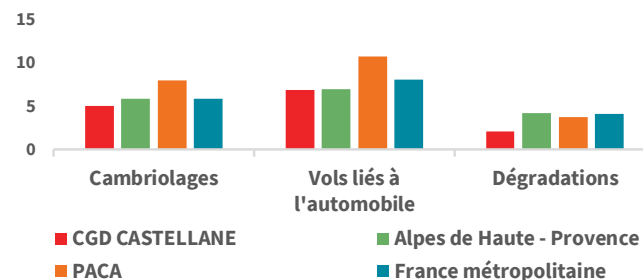
Evolution des cambriolages de 2012 à 2017



Source : Ministère de l'intérieur, 2012-2017

En 2017, le nombre de cambriolages enregistrés était de 81.

Cambriolages, vols liés à l'automobile et dégradations de biens pour 1 000 habitants



Source : Ministère de l'intérieur, 2012-2017

En 2017, on enregistrerait 5,0 cambriolages pour 1 000 habitants contre 5,9 au niveau national.

15

**FINANCES
LOCALES**





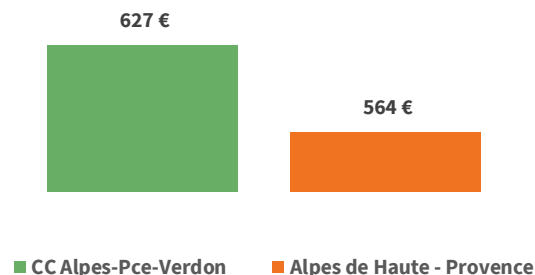
PRODUITS ET DETTE DE LA COLLECTIVITÉ

Les données relatives aux finances publiques locales sont diffusées par Bercy pour chaque commune.

Plusieurs indicateurs sont ainsi riches d'enseignements, tels que le potentiel financier (estimation de la richesse d'une commune) ou les impôts locaux par habitant (niveau de pression fiscale).

Ils sont présentés pour la commune, ou pour la moyenne des communes de l'EPCI.

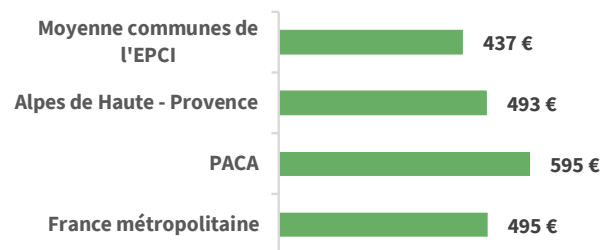
Potentiel financier par habitant en 2017



Source : Observatoires des territoires, 2017

En 2017, le potentiel financier par habitant pour le territoire était de 627 €.

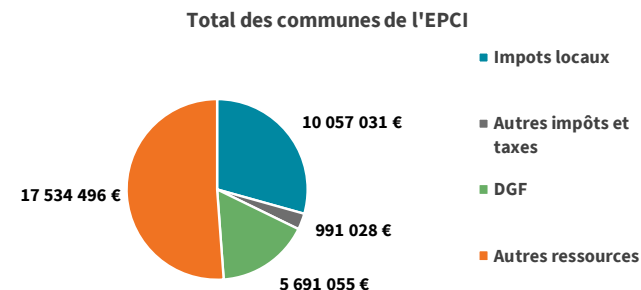
Impôts locaux par habitant (population DGF) en 2017



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

En 2017, les impôts locaux étaient de 437 € par habitant, contre 495€ en France métropolitaine.

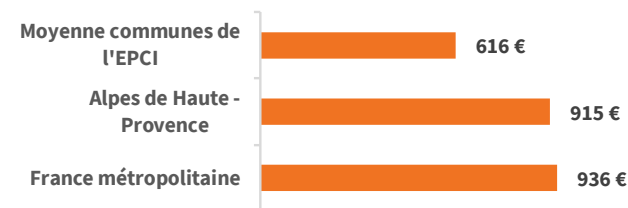
Produits de fonctionnement par type en 2017



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

En 2017, la dotation globale de fonctionnement représentait 5 691 055 € du budget.

Dettes par habitant en 2017



Dettes totales de la collectivité : 14 198 578 €

Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

En 2017, la dette par habitant représentait 616 €, contre 936€ au niveau national.

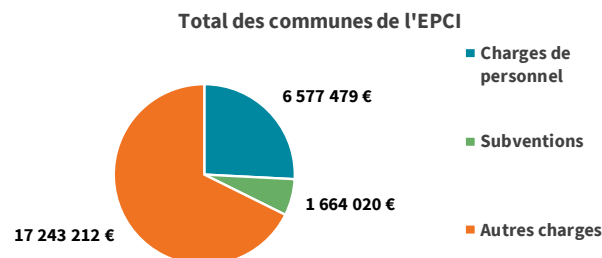


CHARGES DE LA COLLECTIVITÉ

Les charges de fonctionnement varient selon la strate de la collectivité. Elles dépendent des compétences exercées, des subventions octroyées, des charges de la dette, ou encore d'autres charges externes.

La capacité d'autofinancement correspond quant à elle à l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de la collectivité et dont elle pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers.

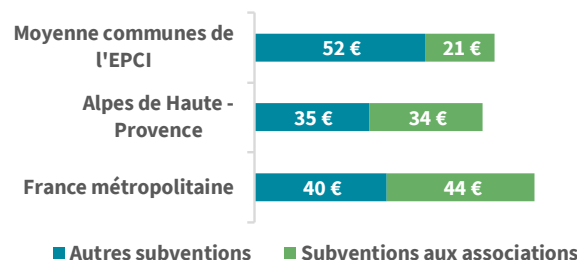
Charges de fonctionnement par type en 2017



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

En 2017, les charges de personnel représentaient un total de 6 577 479 €.

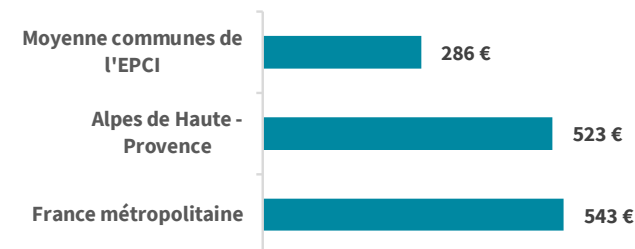
Subventions par habitant en 2017



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

En 2017, on comptabilisait 73 € de subvention par habitant (dont une partie aux associations), contre 84€ au niveau national.

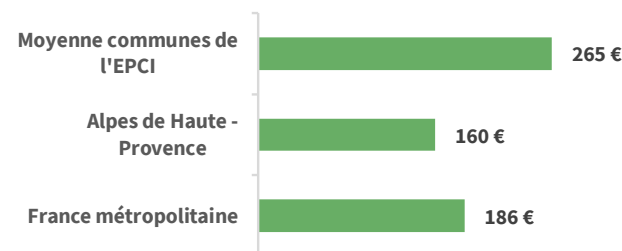
Charges de personnel par habitant en 2017



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

En 2017, les charges de personnel par habitant étaient de 286 €, contre 543€ au niveau national.

Capacité d'autofinancement brute par habitant en 2017



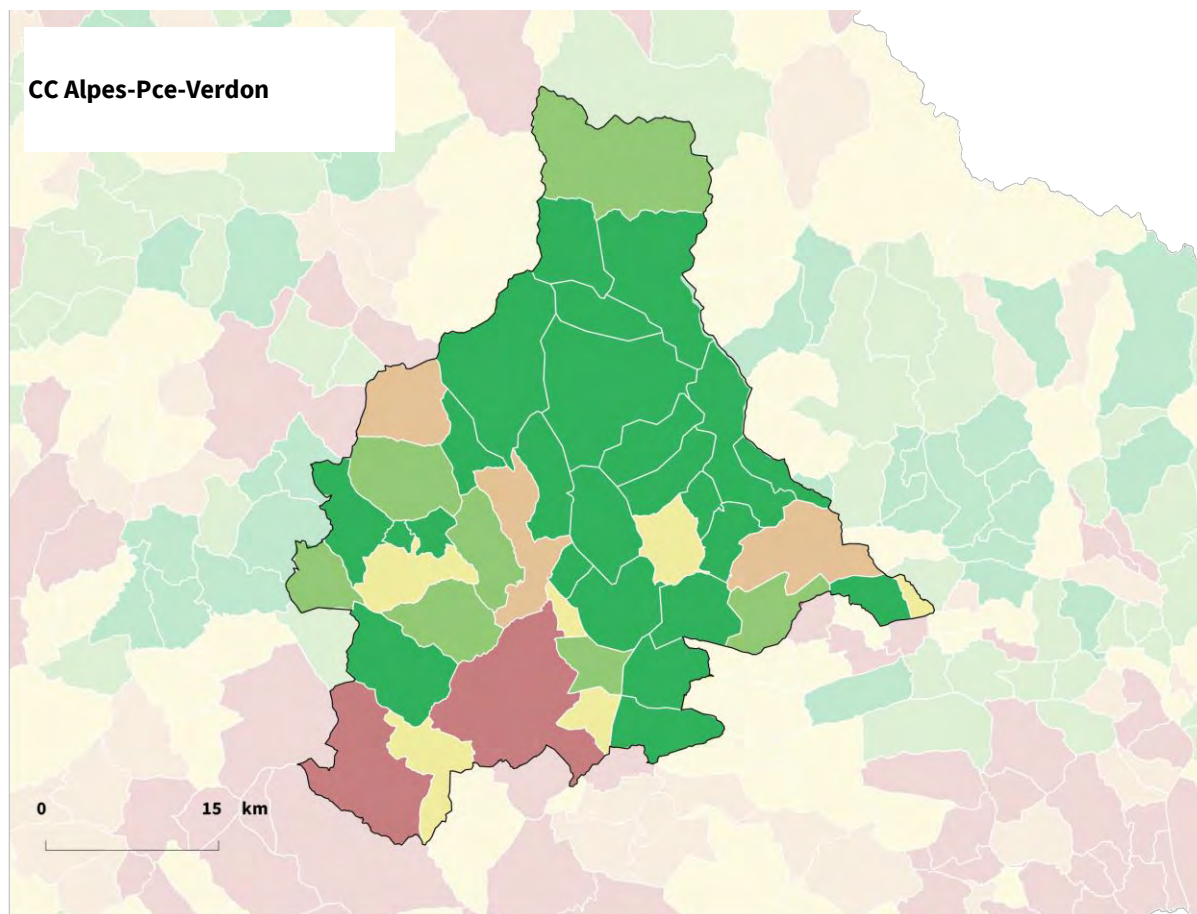
Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

En 2017, la capacité d'autofinancement brute de la collectivité par habitant était de 265 €, contre 186€ au niveau national.



CHARGES DE PERSONNEL PAR HABITANT

Cartographie



Charges de personnel par habitant



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2017

DÉFINITIONS

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès

Solde migratoire : différence entre le nombre de personnes entrées et le nombre de personnes sorties du territoire

Indice de jeunesse : différence entre la population âgée de moins de 20 ans et celle des 60 ans et plus

Population étrangère : population qui n'est pas de nationalité française

Population immigrée : population, de nationalité française ou non, née étrangère à l'étranger et résidant en France

Composition des catégories socio-professionnelles :

- **Agriculteurs exploitants**
- **Artisans, commerçants, chefs d'entreprise**
- **Cadres, professions libérales et professions intellectuelles supérieures** : professionnels de santé libéraux, professionnels juridiques et techniques libéraux, cadres d'entreprises, cadres de la fonction publique...
- **Professions intermédiaires** : professions intermédiaires de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique, professions intermédiaires administratives et commerciales, techniciens, contremaîtres...
- **Employés** : agents de service de la fonction publique, militaires, policiers, employés administratifs d'entreprise, employés de commerce...
- **Ouvriers** : ouvriers industriels, artisanaux, agricoles, chauffeurs...
- **Retraités**
- **Autres personnes sans activité professionnelle** : élèves, étudiants, hommes/femmes au foyer

Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE) : aide financière versée par la CAF, sous conditions de ressources, aux parents d'enfants de moins de 3 ans

Complément de libre choix du mode de garde (CMG) : aide financière versée par la CAF aux parents exerçant une activité professionnelle et destinée à financer partiellement les frais de garde (par un assistant maternel agréé) des enfants de moins de 6 ans

Taux de scolarisation : jeunes scolarisés par rapport à l'ensemble de la population du même âge

Ménage : De manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

Familles : Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée :

- soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).

Pour qu'une personne soit enfant d'une famille, elle doit être célibataire et ne pas avoir de conjoint ou d'enfant faisant partie du même ménage.

Un ménage peut comprendre zéro, une ou plusieurs familles.

Familles monoparentales : Une famille monoparentale comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Contribution sociale généralisée (CSG) : impôt créé en 1991 pour participer au financement de la sécurité sociale.

Population active : La population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

DÉFINITIONS

Taux de chômage : Le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Sa mesure est complexe. Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir, ce qui amène souvent à parler d'un « halo » autour du chômage.

Il y a en France deux sources statistiques principales sur le chômage : les statistiques mensuelles du Ministère du travail, élaborées à partir des fichiers de demandeurs d'emploi enregistrés par Pôle Emploi et l'enquête Emploi de l'Insee, qui mesure le chômage au sens du BIT.

Dans le second cas, le taux de chômage est le pourcentage de chômeurs dans la population active (actifs occupés + chômeurs).

Taux de vacance : part des logements vacants, non occupés, sur l'ensemble des logements

Hébergé à titre gratuit : situation d'une ou plusieurs personnes résidant, à titre gracieux, chez une autre personne propriétaire ou locataire de son logement.

Couverture Maladie Universelle-Complémentaire (CMU-C) : complémentaire santé gratuite, sous condition de ressources, permettant une prise en charge de la part complémentaire des dépenses de santé

Aide au paiement d'une Complémentaire Santé (ACS) : aide financière versée, sous conditions de ressources, destinée au paiement d'une complémentaire santé. Cette aide est versée aux individus dont les ressources sont légèrement supérieures au plafond de la CMU-C.

Allocation adulte handicapé (AAH) : aide financière versée par la CAF aux personnes en situation de handicap selon des conditions de ressources et d'autonomie.

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH) : aide financière versée par la CAF aux parents d'un enfant de moins de 20 ans en situation de handicap et destinée à financer frais d'éducation et de soins

Revenu de solidarité active (RSA) : aide financière versée par la CAF pour les personnes de 25 ans et plus (ou 18-25 ans qui sont parents isolés) destinée à assurer un niveau minimum de ressources.

Revenu médian et rapport interdécile : Le revenu médian correspond au niveau au-dessous duquel se situent 50 % des revenus. C'est de manière équivalente le revenu au-dessus duquel se situent 50 % des salaires. Il se différencie du revenu moyen qui est la moyenne de l'ensemble des revenus de la population considérée.

Si on ordonne une distribution de salaires, de revenus, de chiffre d'affaires..., les déciles sont les valeurs qui partagent cette distribution en dix parties égales. Ainsi, pour une distribution de salaires :

- le premier décile (noté généralement D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10 % des salaires
- le neuvième décile (noté généralement D9) est le salaire au-dessus duquel se situent 90 % des salaires.

Les rapports interdéciles des revenus sont utilisés pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres.

Prime d'activité : aide financière venue remplacer le RSA activité et la prime pour l'emploi. Elle est attribuée mensuellement en tant que complément aux rémunérations des travailleurs aux revenus modérés.

FTTH : Un réseau FTTH est un réseau de télécommunications physique qui permet notamment l'accès à internet à très haut débit et dans lequel la fibre optique se termine au domicile de l'abonné.

Foyer à bas revenus : un foyer est considéré à bas revenus par la CAF si son Revenu par Unité de Consommation (RUC) est inférieur à 60% du RUC médian

Crime : Infraction que la loi punit d'une peine de réclusion ou de détention comprise entre 10 ans et la perpétuité

DÉFINITIONS

Délit : Infraction d'une gravité intermédiaire, entre la contravention et le crime, jugée devant le tribunal correctionnel

Violences sexuelles : attouchements et rapports sexuels ou tentatives de rapports sexuels non désirés

Violences physiques : gifles, coups et toutes autres violences physiques

Potentiel financier par habitant : élément de mesure de la richesse théorique d'une commune. Il représente le potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente. Plus ce potentiel est élevé, plus la commune peut être considérée comme riche.

Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) : Elle représente la principale dotation de fonctionnement de l'Etat aux collectivités territoriales. Elle est attribuée annuellement aux communes, aux établissements publics de coopération intercommunale, aux départements et aux régions. Elle est globale et libre d'emploi.

Capacité d'autofinancement brute : l'ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement ou de la collectivité et dont il/elle pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers.

Charges de personnel : Les charges de personnel sont constituées de l'ensemble des rémunérations des agents d'une collectivité et des charges sociales et fiscales liées à ces rémunérations.

Aides au logement : Les aides au logement sont des prestations sociales dont la finalité est de réduire les dépenses de logement des familles (loyer, mensualités d'emprunt). Elles sont accordées sous condition de ressources, permettant donc aux bénéficiaires de parvenir au niveau du minimum concerné. Elles sont calculées en tenant compte également de la situation familiale, de la nature du logement et du lieu de résidence du bénéficiaire.



À PROPOS D'ITHÉA CONSEIL

Fondé par deux associés après leurs études à Sciences PO Grenoble, Ithéa est un cabinet de conseil spécialisé auprès des collectivités territoriales.

Nous intervenons partout en France sur un ensemble de démarches complémentaires : analyse des besoins sociaux, diagnostic enfance-jeunesse, projet de territoire, observatoires locaux...

Notre approche est fondée sur la proximité, l'innovation et l'adaptation à chaque contexte local.

Pour en savoir plus : www.ithéa-conseil.fr

DAVID SIMONDET
DIRECTEUR ASSOCIÉ

david.simondet@ithea-conseil.fr
06.87.35.96.33

MARION COUSIN
DIRECTRICE ASSOCIÉE

marion.cousin@ithea-conseil.fr
07.82.85.82.32

